

Butault, JP (2011), « Evolution du soutien à l'agriculture en termes réels dans les pays de l'OCDE et les économies émergentes », Éditions OCDE.
doi : [10.1787/5kggj1t00mzr-fr](https://doi.org/10.1787/5kggj1t00mzr-fr)



Evolution du soutien à l'agriculture en termes réels dans les pays de l'OCDE et les économies émergentes

Jean-Pierre Butault

La version originale de ce document a été publiée comme suit :

Butault, J. (2011), "Evolution of Agricultural Support in Real Terms in OECD Countries and Emerging Economies", *OECD Food, Agriculture and Fisheries Working Papers*, No. 37, OECD Publishing.
doi: [10.1787/5kgkdgf25x20-en](https://doi.org/10.1787/5kgkdgf25x20-en)

Classification JEL : Q10, Q18

**ÉVOLUTION DU SOUTIEN À L'AGRICULTURE EN TERMES RÉELS
DANS LES PAYS DE L'OCDE ET LES ÉCONOMIES ÉMERGENTES**

**Jean-Pierre Butault
INRA Nancy, France**

**AGRICULTURE, ALIMENTATION ET PÊCHERIES
DOCUMENT DE TRAVAIL N° 37**

DOCUMENTS DE TRAVAIL DE L'OCDE SUR L'ALIMENTATION, L'AGRICULTURE ET LES PÊCHERIES

La série des documents de travail de l'OCDE permet de mettre à la disposition d'un public plus large une sélection d'études effectuées soit par le personnel de l'OCDE, soit par des consultants externes. Ces documents sont disponibles, en général, uniquement dans leur langue d'origine (anglais ou français).

Ce document a été déclassifié sous la responsabilité du Secrétaire Général. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres.

Tout commentaire sur cette série sera apprécié et devra être adressé à tad.contact@oecd.org.

**LES DOCUMENTS DE TRAVAIL DE L'OCDE SUR
L'ALIMENTATION, L'AGRICULTURE ET LES PÊCHERIES
sont publiés sur www.oecd.org/agriculture**

© OECD 2011

Toute demande pour usage public ou commercial de ce rapport doit être adressée à OECD Publishing, rights@oecd.org or by fax 33 1 45 24 99 30.

RÉSUMÉ

Ce rapport propose une méthode pour exprimer les indicateurs de soutien de l'OCDE en termes réels et établit des parités de pouvoir d'achat pour une large gamme de produits afin de comparer l'évolution des volumes produits et des prix à un niveau agrégé. Il analyse l'évolution en termes réels des prix, des recettes agricoles et du soutien aux producteurs agricoles dans les pays de l'OCDE et dans un certain nombre d'économies émergentes. Le soutien accordé aux producteurs dans la zone de l'OCDE a baissé entre 1986 et 2009. On peut cependant distinguer deux périodes. Avant 1999, l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) en termes réels a diminué de 20 % mais en pourcentage des recettes agricoles (EST en %), elle n'a perdu que 2 points de pourcentage car les recettes agricoles ont également baissé dans un contexte de prix mondiaux en déclin. Pour la période 1999-2009 caractérisée par la fermeté des prix mondiaux et des recettes agricoles, les baisses de l'ESP en % et de l'ESP en termes réels ont été plus marquées et l'écart entre les prix du marché intérieur et les prix à la frontière s'est nettement réduit. Sur la période 1995-2007, cette analyse a également porté sur sept pays supplémentaires, dont deux sont devenus depuis membres de l'OCDE (le Chili et Israël). Dans ces pays, la croissance de la production a été très soutenue, à l'exception de la Russie et de l'Ukraine. Les recettes agricoles ont donc augmenté en termes de pouvoir d'achat. Le soutien accordé aux producteurs en Israël, au Chili et en Afrique du sud a baissé tandis qu'il a augmenté dans les autres pays, mais modérément. En pourcentage des recettes agricoles, le soutien dans ces pays reste bien inférieur à la moyenne de la zone de l'OCDE.

Classification JEL : Q10, Q18

Mots clés : Soutien agricole, indicateurs de soutien de l'OCDE, ESP, transferts au titre d'un seul produit, déflateur du PIB, parité de pouvoir d'achat.

Table des matières

Résumé et conclusions	5
1. Concepts et méthodologie.....	10
2. L'ESP aux taux de change courants, aux taux de PPA courants et en valeur réelle.....	16
3. L'évolution de l'ESP et de ses composantes, en valeur réelle, dans la zone de l'OCDE, entre 1986 et 2009.....	22
4. Évolution des soutiens en termes réels dans sept économies émergentes, entre 1995 et 2007.....	44
 Bibliographie	 54

Encadrés

Encadré 1. Le calcul d'un indice de volume des produits standards sur la zone de l'OCDE	13
Encadré 2. L'Union européenne à 19	15

Résumé et conclusions

Méthodologie

- Dans son rapport annuel de suivi des politiques agricoles, l'OCDE publie des indicateurs tels que l'ESP (estimation du soutien aux producteurs agricoles) en monnaie nationale, en dollar (USD) et en euro (EUR). Ces expressions conduisent à des résultats très différents et ne permettent pas d'apprécier l'évolution de l'ESP.
- L'ESP constitue une mesure des transferts des consommateurs et des contribuables vers les producteurs agricoles et il est donc légitime de l'exprimer en pouvoir d'achat. Dans le temps, ceci conduit à déflater l'ESP par le taux d'inflation, en prenant l'indice des prix du PIB. Une solution cohérente pour agréger l'ESP au niveau de l'ensemble des pays de l'OCDE est d'avoir recours aux parités de pouvoir d'achat, calculées par l'OCDE, Eurostat et la Banque Mondiale, qui constituent des indices de prix du PIB dans l'espace. La procédure la plus souhaitable pour cette agrégation est de choisir un pays et une année pour base mais les résultats, en évolution, ne dépendent pas de ce choix.
- Cette expression de l'ESP en termes réels est cohérente avec les indices relatifs que publie également l'OCDE tels que la part de l'ESP dans les recettes des exploitations ou le coefficient national de protection (rapport entre les prix intérieurs et les prix à la frontière). Les analyses en termes réels apportent cependant des informations supplémentaires par rapport aux indicateurs relatifs. Celles-ci permettent, par exemple, dans l'explication de l'évolution du coefficient nominal de protection de faire la part de ce qui revient à l'évolution des prix intérieurs et de ce qui revient à l'évolution des prix à la frontière.
- La base de l'OCDE permet, pour la quasi-totalité des produits de grandes cultures et des produits animaux (les produits dits standards), par des méthodes analogues à celles de l'établissement des parités de pouvoir d'achat (PPA) sur le produit intérieur brut (PIB) (indices EKS¹ extrapolés par des indices de Fisher) de calculer des PPA spécifiques à ces produits, pour les différents pays de l'OCDE et donc des indices de volume agrégés. Il est possible alors d'apprécier l'évolution, en termes réels, des prix intérieurs, des prix à la frontière, des soutiens spécifiques par produit et de l'ESP, de manière agrégée sur l'ensemble de la zone de l'OCDE et par pays.
- L'étude est menée avec un traitement particulier des pays de l'Union européenne. Dans la base de l'OCDE, les pays sont intégrés à l'Union européenne au fur et à mesure de leur adhésion. Les données existent, par contre, depuis 1986 pour les dix-neuf pays membres de l'OCDE en 2009. L'optique choisie a été de conduire l'étude,

1. Elteto-Köves-Szulc.

sur l'ensemble de la période, en considérant ces dix-neuf pays. Ceci évite les sauts qui seraient dus aux élargissements successifs. D'un point de vue économique, il est par ailleurs pertinent d'apprécier, au sein de la zone de l'OCDE, l'ensemble des évolutions sur une zone de l'Union européenne homogène en prenant en compte, pour les nouveaux adhérents, les évolutions antérieures à leur adhésion.

L'évolution des prix, des recettes agricoles et de l'ESP entre 1986 et 2009, au niveau de la zone de l'OCDE

- Dans les années 1986-2009, marquées en milieu de période par l'accord sur l'agriculture du cycle de l'Uruguay (AACU) de 1994, la réforme des politiques agricoles a fortement progressé au sein des pays de l'OCDE. En termes réels, les transferts spécifiques aux produits (TSP) ont diminué de plus de 60 % et les prix intérieurs (somme des prix aux producteurs et des paiements au titre de la production d'un produit spécifique) se sont rapprochés des prix à la frontière. Le coefficient nominal de protection est ainsi passé, pour les produits standards, de 1.7 à 1.15. Les prix mondiaux ont connu d'amples fluctuations mais ils ont un niveau presque comparable en 1986, 2006 et 2009, après un contexte de prix élevés en 2007-08. En termes réels, les prix intérieurs, pour les produits standards, ont baissé de 45 %.
- Ces baisses de prix ont été partiellement compensées par le versement de paiements directs aux exploitations, de plus en plus découplés. Les composantes de l'ESP, autres que les TSP, ont ainsi doublé. La résultante de l'évolution des TSP et des autres composantes de l'ESP est une baisse, en termes réels, de l'ESP de 40 % entre 1986 et 2009, sa part dans les recettes agricoles passant de 34 à 22 %.
- Les recettes agricoles dépendent de l'évolution des prix mondiaux à la frontière, du rapport entre les prix intérieurs et ces prix à la frontière, des paiements, mais aussi de l'évolution du volume de la production agricole. Pour les produits standards, ce volume de la production a augmenté de 25 %, soit à un rythme annuel de 0.8 % par an. De 1986 (1986-88) à 2009, la baisse des recettes agricoles en termes réels est limitée à 10 %, 5 % si on la calcule en moyenne entre 2007 et 2009.
- On peut distinguer deux sous-périodes, autour de 1999. Jusqu'en 1999, les politiques d'alignement des prix intérieurs sont encore timides, le coefficient nominal de soutien, sur les produits standards, passant de 1.7 à 1.5. Ces politiques sont conduites dans un contexte où les prix mondiaux fluctuent, mais avec une tendance à la baisse. Autour de 1999, le niveau des prix à la frontière est inférieur de plus de 20 % à celui de 1986. Les baisses conjointes des prix mondiaux et des soutiens aux produits induisent une diminution des prix intérieurs de plus de 30 %. Les autres composantes de l'ESP que les transferts spécifiques aux produits compensent partiellement cette chute de prix. L'évolution de la part de l'ESP dans les recettes, qui passe de 34 à 32 % entre 1986 et 1999, peut faire croire que les soutiens ne diminuent pas. En fait, en termes réels, l'ESP baisse de près de 20 % et les recettes agricoles diminuent de 12 %.
- Après 1999, les réorientations des politiques agricoles sont plus nettes et en 2009, les TSP baissent de près de 50 % par rapport à 1999, et l'ESP de plus de 25 %. Mais, elles sont conduites dans un contexte de relèvement des prix mondiaux, compte tenu notamment de l'augmentation de la demande des économies émergentes et sans doute

aussi d'autres facteurs². La situation de 2007 et 2008, avec la flambée des prix, peut apparaître particulière mais, même en 2006 et en 2009, les prix à la frontière sont d'un niveau supérieur de près de 25 % par rapport à 1998-2000. Ceci explique, avec la croissance de la production, la remontée des recettes agricoles en termes réels.

L'évolution des prix, des recettes agricoles et de l'ESP, entre 1986 et 2009, selon les pays

- Tous les pays de l'OCDE, à l'exception de la Turquie, et dans une moindre mesure du Mexique, ont mené des politiques d'alignement des prix intérieurs sur les prix à la frontière, en compensant la baisse des prix par des paiements de plus en plus découplés.
- Les TSP ont baissé, en termes réels, de 85 % dans les dix-neuf pays de l'Union européenne. Les autres paiements ont été multipliés par quatre mais l'ESP a diminué de 65 %.
- La baisse de l'ESP, de 50 %, a également été forte aux États-Unis.
- Les pays qui soutenaient le moins leur agriculture en début de période, notamment la Nouvelle-Zélande et l'Australie, ont quasiment éliminé leur soutien. La baisse de l'ESP a été plus limitée au Canada (43 %), avec un maintien des soutiens par le marché (quotas) pour quelques produits, notamment le lait.
- L'ESP a baissé de 50 % en Norvège et en Suisse, de 40 % au Japon, de 13 % en Corée. Dans ces pays, la part des soutiens par le marché reste encore non négligeable.
- L'ESP a plus que doublé en Turquie, avec une politique de soutien par les prix.
- Du point de vue de l'évolution des recettes, les écarts entre les pays sont très importants et tiennent, pour une large part, à leur situation initiale vis-à-vis du soutien. Dans les pays où le soutien était peu important en début de période (Nouvelle-Zélande, Australie, États-Unis, Canada), les prix intérieurs ont peu baissé compte tenu de l'évolution favorable, en fin de période, des prix mondiaux et ces pays ont profité de la réduction du soutien et de la protection agricoles par une croissance très forte de la production. Les recettes agricoles en termes réels tendent ainsi à augmenter.
- Dans les pays où le soutien était initialement important, la réorientation des politiques agricoles, même dans ceux où elle a été limitée, s'est simultanément traduite par une baisse des prix agricoles et une stagnation du volume de la production. Malgré l'augmentation des paiements, les recettes agricoles ont très fortement diminué, autour de 20 %, dans les dix-neuf pays de l'Union européenne et au Japon, par exemple.
- A l'avenir, compte tenu du processus de réforme engagé, l'évolution des prix intérieurs et des recettes dépendra plus que par le passé de l'évolution des prix mondiaux. Si l'on se fie aux perspectives de la FAO et de l'OCDE qui prévoient un maintien de l'élévation des prix mondiaux, on peut avoir une vision optimiste sur les évolutions futures, dans beaucoup de pays de l'OCDE, en termes de recettes agricoles. Ceci est même le cas pour l'Union européenne dont les prix intérieurs sont quasiment aujourd'hui alignés sur les prix mondiaux. La part des paiements dans les recettes reste toutefois importante et leur pérennité reste incertaine dans la probable réforme

2. Il n'est pas dans l'objet de ce rapport d'expliquer l'évolution de tous les phénomènes observés, notamment celle des prix mondiaux.

de la Politique agricole commune (PAC) de 2013. Les ajustements de politique risquent par contre d'être plus douloureux dans les pays où le soutien aux producteurs agricoles est encore important

L'évolution des prix, des recettes agricoles et de l'ESP, entre 1995 et 2007, dans sept économies émergentes

- Une analyse complémentaire est effectuée entre 1995 et 2007 sur cinq économies émergentes (Brésil, Chine, Russie, Ukraine, Afrique du sud) et deux pays (Chili et Israël) devenus membres de l'OCDE en 2010.
- Tous ces pays, à l'exception de la Russie et de l'Ukraine ont des taux de croissance de la production, sur les produits standards, très forts (5 % au Brésil, 2.2 % en Chine).
- Les soutiens diminuent plutôt en Israël, au Chili et en Afrique du Sud. L'ESP était négative en début de période au Brésil, en Ukraine et en Russie et des programmes induisent des augmentations très modérées de l'ESP. Celle-ci augmente plus en Chine, sa part dans les recettes agricoles n'atteignent toutefois en 2007 que 8 %.
- La croissance de la production s'est généralement traduite par une augmentation, en termes de pouvoir d'achat, des recettes agricoles.

Évolution du soutien à l'agriculture en termes réels dans les pays de l'OCDE et les économies émergentes

La réduction du soutien et de la protection agricoles fait l'objet d'un débat depuis deux décennies. Les produits agricoles ont pendant longtemps été exclus du cadre des négociations internationales, notamment celui du GATT et les États pouvaient déterminer leurs politiques agricoles sans contraintes même si ces politiques avaient des effets perturbateurs sur les marchés mondiaux. L'accord sur l'agriculture du cycle de l'Uruguay (AACU), signé en 1994, conjointement à la création de l'OMC, a mis fin à cette « exception agricole » et a engagé un processus de réduction des soutiens à l'agriculture. Même si cet accord a été jugé limité par certains commentateurs (cf. sur ce débat, Butault *et al.*, 2004), la plupart des pays se sont engagés dans des politiques de diminution des soutiens accordés à l'agriculture, et de réduction progressive du lien entre ces soutiens et le niveau de la production.

Depuis 1988, l'OCDE publie un rapport annuel sur le suivi des politiques agricoles des pays qui sont membres de son organisation. Le cadre d'analyse a été élargi à certains pays non membres de l'OCDE. Ces rapports s'appuient sur une base de données qui permet d'estimer la valeur monétaire de l'ensemble des transferts associés aux politiques agricoles. L'un des principaux indicateurs publié est l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) qui synthétise l'ensemble des transferts des consommateurs et des contribuables, au titre du soutien à l'agriculture, découlant des mesures des politiques agricoles³.

Comme toute procédure de ce type, cette base de données se heurte à des problèmes d'unité de mesure et d'agrégation. L'OCDE publie ainsi des indicateurs en monnaie nationale, en dollar (USD) et en euro (EUR), ce qui peut conduire à des appréciations très différentes sur leur évolution. Il a aussi recours à des indicateurs relatifs mais ceux-ci donnent une information incomplète car leur évolution dépend autant de celle au numérateur que celle au dénominateur des variables prises en compte dans leur calcul.

Ce rapport propose une méthode d'agrégation en exprimant les données en termes réels. Les indicateurs tels que l'ESP constituent des transferts entre agents économiques et il est donc légitime de les exprimer en pouvoir d'achat. Dans le temps, ceci conduit à déflater les indicateurs par le taux d'inflation en utilisant, par exemple, l'indice de prix du PIB. Une solution cohérente pour l'agrégation est d'avoir recours, sous certaines conditions, aux parités de pouvoir d'achat, calculées par l'OCDE, Eurostat et la Banque Mondiale, qui élaborent des indices de prix du PIB dans l'espace.

3. Pour une présentation récente de la méthodologie, cf. OCDE (2009a), Jones (2010) et pour plus de détails, le manuel sur l'ESP sur le site de l'OCDE sur les estimations et sa version abrégée : http://www.oecd.org/document/59/0,3343,en_2649_33797_39551355_1_1_1_37401.00.html

Par des méthodes similaires à celles utilisées par les organisations internationales, ce rapport établit également, pour une large gamme de produits (les produits standards pour lesquels un soutien des prix du marché est calculé individuellement dans tous les pays de la base OCDE) des parités de pouvoir d'achat spécifiques. Cette procédure permet, à un niveau agrégé, de faire des comparaisons sur le volume de production et donc surtout de raisonner en termes de prix.

La première partie revient sur les problèmes méthodologiques. La seconde partie compare l'évolution de l'ESP dans les différents choix d'agrégation pour justifier les analyses en termes réels. La troisième partie examine, en termes réels, l'évolution de l'ESP, dans les pays de l'OCDE entre 1986 et 2009, et la quatrième partie examine leur évolution entre 1995 et 2007 dans sept économies émergentes couvertes dans OCDE (2009b) dont deux sont devenus membres de l'OCDE en 2010.

1. Concepts et méthodologie

1.1. *Le calcul de l'ESP par l'OCDE*

Le soutien estimé de l'agriculture par l'OCDE correspond à la somme des transferts des consommateurs et des contribuables induits par les politiques agricoles, déduction faite des recettes budgétaires liées aux importations. L'un des principaux indicateurs est l'estimation du soutien aux producteurs (ESP).

L'ESP a deux composantes, le soutien des prix du marché (SPM) qui constitue essentiellement un transfert des consommateurs vers les producteurs et les paiements directs qui sont à la charge du budget. Le SPM représente les transferts qui découlent des mesures créant un écart entre les prix intérieurs et les prix à la frontière d'un produit agricole donné, déduction faite des taxes payées par les producteurs pour financer les exportations et du surcoût de l'alimentation animale que ces mesures induisent.

Le SPM est calculé par produit. Certains paiements sont relatifs à un produit particulier et ajoutés au SPM pour aboutir aux transferts aux producteurs au titre d'un seul produit (TSP), calculés donc par produit. L'ESP n'est établi que globalement et décomposé, pour tenir compte du découplage croissant des aides, en fonction du lien de ces transferts avec la production. Les paiements sont décomposés selon que les mesures sont mises en œuvre au titre du niveau effectif de la production, l'utilisation des intrants, la surface cultivée, le nombre d'animaux, les recettes, le revenu (en fonction ou indépendamment de leur niveau effectif) et des critères relatifs autres que les produits de base.

Outre les problèmes de mesure, les principales critiques portent sur le calcul du soutien des prix de marché. Pour Doyon *et al.* (2002), le calcul s'appuie sur des prix mondiaux artificiels, notamment pour le lait, pour lequel il n'existe pas à proprement parler de marché mondial. Pour Gohin *et al.* (2006), l'ESP ne mesure en aucun cas les effets des politiques et l'ampleur des distorsions induites par ces politiques. L'OCDE est consciente de ces limites (cf. par exemple, Tangermann 2003 et 2006) : elle souligne bien que l'ESP constitue des transferts « quelque soit leur nature, leurs objectifs ou leurs incidences sur la production ou le revenu agricole ». L'ESP est calculée dans un cadre statique, ce qui n'enlève rien à sa pertinence. Il est également utilisé comme intrant dans des modèles de simulation, qui estiment les effets du soutien sur la production, comme par exemple le modèle d'évaluation des politiques (MEP) de l'OCDE.

1.2. *Taux de change et parités de pouvoir d'achat*

Le taux de change constitue le "prix" relatif des monnaies qui s'établit sur le marché des changes. Déterminé par de nombreux facteurs, il ne reflète pas nécessairement le pouvoir d'achat des différentes monnaies⁴ : qu'un dollar s'échange contre un euro ne signifie pas qu'on puisse acheter le même panier de biens avec un dollar aux États-Unis et un euro dans l'Union européenne. Une monnaie est dite sous-évaluée si son prix sur le marché est inférieur à son pouvoir d'achat réel et elle est dite surévaluée dans le cas inverse. Les monnaies tendent à se sous-évaluer ou se surévaluer selon les évolutions respectives des taux de change et des taux d'inflation.

L'OCDE, Eurostat et la Banque Mondiale calculent des parités de pouvoir d'achat (PPA) sur l'ensemble des biens qui composent le PIB des différents pays. On dispose ainsi d'un indicateur qui permet de déflater, dans l'espace, des grandeurs économiques, exprimées en monnaie nationale, pour juger de leur valeur en termes de pouvoir d'achat. La Banque Mondiale publie, par exemple, pour les différents pays le revenu national brut (RNB) par habitant en dollar courant et en dollar international courant (PPA). Ces deux expressions conduisent à des classements différents des pays selon leur niveau de richesse. Un autre débat porte également sur les contributions des États-Unis et de la Chine à la croissance du PIB mondial : ces contributions y sont respectivement de 27 et 12 % lorsqu'elles sont exprimées au taux de change courant et de 30 et 14 % lorsqu'elles sont exprimées par les taux de change PPA (Callen, 2007). On voit, à travers cet exemple, l'importance des problèmes de mesure.

1.3. *Taux de change et formation de l'ESP*

Avant d'aborder ces problèmes de mesure, il convient de rappeler que l'évolution des taux de change peut avoir des incidences sur la formation de l'ESP. Tel est le cas lorsque la politique agricole prend la forme d'un prix de soutien, ou d'une subvention complètement couplée à la production, dans la mesure où elle intervient sur le niveau des prix à la frontière, après conversion en monnaie nationale. Les prix à la frontière augmentent ainsi dans les pays qui dévaluent leur monnaie et baissent dans les pays qui réévaluent. Si deux pays maintiennent un même niveau de prix de soutien, pour un produit agricole considéré, le soutien baisse dans le premier pays et augmente dans le second.

Ces effets ne sont pas du tout artificiels. Dans les secteurs « non protégés », la dévaluation d'une monnaie dans un pays stimule la compétitivité de ses secteurs exportateurs alors qu'une réévaluation les pénalise. A plus long terme, si l'on tient compte des taux d'inflation, les sous-évaluations des monnaies jouent comme les dévaluations alors que les surévaluations jouent comme les réévaluations. Les pays dont la monnaie se sous-évalue ont ainsi moins de contraintes pour soutenir leurs prix agricoles. Dans certaines périodes, l'Union européenne a ainsi eu peu de problèmes pour respecter ses engagements pris à Marrakech sur le volume des exportations subventionnées parce que le dollar était fort par rapport à l'euro, ce qui limitait d'autant le niveau des restitutions.

4. Selon la vieille loi de Cassel (1920), le taux de change des monnaies devrait tendre vers leur pouvoir d'achat. Cette loi est en fait très discutée. Nous n'aborderons pas ce débat alors que les notions de sous-évaluation et de surévaluation des monnaies seraient à nuancer.

1.4. Taux de change, parités de pouvoir d'achat et mesure de l'ESP

Dans la conception de l'OCDE, l'ESP constitue des transferts des contribuables et des consommateurs vers les producteurs agricoles. Il est donc légitime d'apprécier l'évolution de l'ESP en termes de pouvoir d'achat. Dans ce cas, les indices de prix appropriés pour déflater, dans le temps, l'ESP dans chaque pays, sont ceux qui rendent compte de l'inflation c'est à dire de la variation du pouvoir d'achat de ces transferts, à savoir l'indice du prix du PIB ou l'indice du prix à la consommation. L'expression des soutiens en monnaie nationale nominale n'a que peu de signification, notamment sur longue période, parce que le taux d'inflation varie dans le temps (pour tous les pays) et entre pays.

L'expression de l'ESP d'un pays donné, dans l'unité monétaire d'un autre pays, n'a pas de signification non plus. L'agrégation de l'ESP, au niveau de l'ensemble des pays de l'OCDE, en ayant recours, à une monnaie d'un pays, dépend du choix de cette monnaie. L'OCDE publie ainsi les indicateurs de soutien tels que l'ESP, en dollar et en euro, ce qui conduit, comme nous le montrerons à des évolutions différentes de l'ESP. D'une manière générale, pour un même niveau de soutien dans un pays, l'ESP augmentera si elle est convertie dans une monnaie qui se déprécie ou diminuera si elle est convertie dans une monnaie qui s'apprécie. A la différence du point précédent sur les relations entre le taux de change et la formation de l'ESP, il s'agit dans ce cas d'un biais de mesure.

Le recours aux PPA courantes ne résout pas ce problème, l'agrégation dépendant toujours des taux d'inflation respectifs dans les pays. Comme le préconisent les statisticiens de l'OCDE sur les comparaisons internationales (Schreyer *et al.*, 2002), il faut avoir recours à des PPA constantes, c'est-à-dire des PPA à base fixe.

On peut souligner qu'en théorie, ni le choix du pays par rapport auquel est calculée la PPA sur le PIB, ni le choix de l'année du taux, n'ont d'incidence sur les résultats de l'évolution en valeur des soutiens : on a, en effet, le taux de PPA entre deux pays qui évolue comme suit :

$$PPA_{t+1}^{A/B} = PPA_t^{A/B} \cdot \frac{IP_{t/t+1}^A}{IP_{t/t+1}^B},$$

$PPA^{A/B}$ étant les PPA entre deux pays A et B et IP l'indice du prix du PIB entre t et $t+1$.

La valeur absolue des soutiens varie évidemment selon le taux de PPA de référence choisi, mais, en indices, les soutiens évoluent de manière équivalente quels que soient le pays et l'année qui sont pris comme base.

1.5. Le calcul de PPA spécifiques sur les produits agricoles

L'étude présente des résultats sur l'évolution du volume de la production et des prix agricoles, au niveau de l'OCDE, sur une liste agrégée de produits. Pour ce faire, il a fallu construire des indices multilatéraux de volume, c'est-à-dire des parités de pouvoir d'achat spécifiques.

La construction d'indices multilatéraux de volume et de parités de pouvoir d'achat fait l'objet d'une littérature abondante (cf. récemment Deaton *et al.*, 2009). Elle s'appuie sur la théorie et l'axiomatique des nombres-indices, développées notamment dans les travaux de Diewert (2003). La théorie des nombres-indices relie le choix des indices à la théorie micro-économique de la production et de la consommation. L'axiomatique des nombres-indices guide, de manière rigoureuse, le choix des indices en fonction des propriétés respectées par chacun d'eux. Les propriétés importantes sont notamment

l'additivité, la réversibilité, la transitivité et l'équicaractéristicité. Selon cette dernière condition, aucun pays n'est privilégié dans la pondération. Ces propriétés sont bien sûr incompatibles entre elles.

Conformément à nos travaux antérieurs (Ball *et al.*, 1997), on s'est appuyé sur la même procédure que les organismes internationaux pour l'établissement des PPA sur le PIB, c'est-à-dire sur des indices EKS. Ceux-ci ont été établis sur une année (2005) et extrapolés dans le temps par des indices de Fisher (encadré 1). Les indices EKS respectent les conditions de réversibilité, de transitivité et équicaractéristicité.

Encadré 1. Le calcul d'un indice de volume des produits SPM standards sur la zone de l'OCDE

A une période donnée (t^0), la comparaison du volume de la production entre deux pays i et j est équivalente à celle qui est usuellement faite, dans le temps (entre t et t^0), à l'intérieur d'un même pays. L'indice de Laspeyres (L) utilise le système de prix (p) du pays de base (j) pour agréger les quantités (x) dans les deux pays.

$$L_{i/j}^{t^0} = x_i^{t^0} * p_j^{t^0} / x_j^{t^0} * p_j^{t^0}$$

Dans l'indice de Paasche (P), c'est le système de prix de l'autre pays (i) qui est utilisé.

$$P_{i/j}^{t^0} = x_i^{t^0} * p_i^{t^0} / x_j^{t^0} * p_i^{t^0}$$

L'indice de Fisher (F) correspond à la moyenne géométrique des indices de Laspeyres et Paasche.

$$F_{i/j}^{t^0} = \sqrt{L_{i/j}^{t^0} * P_{i/j}^{t^0}}$$

Dans le cas où la comparaison porte sur plusieurs pays ($n=m$), cet indice n'est pas transitif c'est à dire que l'indice direct entre i et j n'est pas égal à l'indice que l'on peut calculer indirectement des comparaisons entre i et k d'une part et j et k d'autre part. Un indice transitif est l'EKS (indice Elteto-Köves-Szulc) qui se présente comme une moyenne géométrique des indices directs et indirects.

$$EKS_{i/j}^{t^0} = \left(\prod_{k=1}^m F_{i/k}^{t^0} * F_{k/j}^{t^0} \right)^{1/m} \text{ quels que soient } i \text{ et } j$$

On peut ensuite calculer le volume de la production d'un pays i par rapport à l'OCDE en sommant les indices par rapport à un pays de base j . Les indices étant transitifs, le résultat est indépendant du choix du pays de base j .

$$Q_{i/OCDE}^{t^0} = EKS_{i/j}^{t^0} / \sum_{k=1}^m EKS_{k/j}^{t^0}$$

Cet indice est en fait la part du pays i dans le volume de la production totale (Q) de l'OCDE. La somme de ces parts est égale à 1 sur l'OCDE.

$$\sum_{i=1}^m Q_{i/OCDE}^{t^0} = 1$$

Établis en t^0 , ces indices de volume (Q) peuvent être extrapolés pour une autre période (t) à l'aide des indices temporels de Fisher.

$$Q_{i/j}^t = EKS_{i/j}^{t^0} * F_{t/t^0}^i / F_{t/t^0}^j$$

Ceci permet de calculer indirectement un indice temporel de volume sur l'OCDE.

$$Q_{t/t^0}^{OCDE} = \sum_{i=1}^m Q_{i/OCDE}^{t^0} * F_{t/t^0}^i$$

Outre le fait qu'il soit transitif, l'indice EKS est réversible. Un indice de PPA peut être calculé en inversant, dans les formules données, les prix et les quantités et le produit de cet indice de prix avec l'indice de volume correspond à l'indice de valeur. L'indice EKS respecte aussi la condition équicaractéristicité dans le sens où aucun pays n'est privilégié dans la pondération.

1.6. *Principales conventions retenues*

L'analyse se limite à l'ESP et à ses composantes. Elle porte sur l'ensemble de la production agricole et sur les produits standards communs à tous les pays dans la base OCDE (blé, riz, lait, viande bovine, viande porcine, viande ovine, volailles, laine, œufs, maïs, sucre, soja, colza, tournesol, autres céréales), entre 1986 et 2009 pour les pays membres de l'OCDE en 2009, et entre 1995 et 2007 pour les sept économies émergentes incluses dans le rapport OCDE (2009b).

Toutes les données monétaires de chaque pays sont déflatées par l'indice du prix du PIB. L'agrégation au niveau de la zone de l'OCDE utilise les parités de pouvoir d'achat (PPA) de 2005, calculées par l'OCDE et Eurostat. Cette procédure conduit donc à raisonner à PPA « constante ». De ce fait, les résultats en évolution ne sont affectés par le choix, ni de l'année de référence, ni du pays de référence.

Des parités spécifiques sur les produits standards sont établies pour 2005 par la méthode EKS et extrapolées, pour les autres années, par des indices de Fisher, ce qui permet de calculer des indices de volume et de prix sur la production agrégée des produits standards. Ces indices sont calculés sur la production chiffrée en prix aux producteurs. Dans une étude antérieure (Butault, 2001), on avait montré que les résultats sur le volume de la production était peu sensible à d'autres choix sur la pondération (Prix de référence à la frontière, prix avec paiements).

L'analyse se focalise sur les évolutions. Ainsi, les résultats en termes de niveaux absolus de prix comparés (rapport entre les PPA agricoles spécifiques et les taux de change ou les PPA sur le PIB) ne sont pas commentés : ils sont toutefois donnés dans les tableaux en fin de partie 3.

Un traitement spécial a été effectué sur les pays de l'Union européenne. Dans la base OCDE, les nouveaux membres sont intégrés à l'Union européenne au fur et à mesure de leur adhésion. Les données sur l'Union européenne couvre ainsi 12 pays jusqu'en 1994, 15 pays à partir de 1995, 25 pays à partir de 2004 et 27 pays à partir de 2007. Pour les adhérents de 2004, seuls quatre pays (République tchèque, Hongrie, Pologne, Slovaquie) faisaient partie de l'OCDE en 2009 et seules leurs données sont disponibles dans la base. D'un point de vue politique, on comprend que l'Union européenne soit considérée comme un espace variable. Mais, d'un point de vue économique, il est intéressant de raisonner sur un espace homogène, pour prendre en compte l'ensemble des éléments qui ont joué sur l'évolution des soutiens à l'agriculture. Ce rapport a pris cette optique, en considérant donc l'Union européenne de 1986 à 2009, comme l'ensemble des dix-neuf pays de l'Union européenne membres de l'OCDE en 2009. On évite ainsi les sauts dus aux nouvelles adhésions, tout en restant cohérent sur l'ensemble de l'OCDE. Il faut toutefois garder en mémoire cette convention pour interpréter les résultats (encadré 2).

Encadré 2. L'Union européenne à 19

Le fait de considérer, sur toute la période étudiée, comme une zone à part entière, les 19 pays de l'Union européenne dont trois adhèrent en 1995 (Autriche, Finlande, Suède) et quatre adhèrent en 2004 (Tchéquie, Hongrie, Pologne, Slovaquie), n'est pas sans influence sur les résultats. Deux exemples sont pris, dans cet encadré, sur l'évolution du volume de la production sur les produits standards et celle de l'ESP.

Si considère les 19 pays de l'Union européenne, comme dans la base OCDE, en intégrant les nouveaux adhérents l'année même de leur intégration, le volume de la production agricole augmente de 39 %. Dans notre traitement, cette hausse n'est que de 6 %. Ce faible taux de croissance, comparé à celui des autres pays de l'OCDE tient en fait pour une part à des réductions substantielles de production des nouveaux adhérents avant leur intégration.

Évolution du volume de la production sur les produits standards dans les dix neuf pays de l'Union européenne

	1986	1994	1995	2003	2004	2009
UE19 dans la base OCDE ¹	100	107.1	113.8	117.1	140.2	139.4
Autriche-Finlande-Suède	100	91.6	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
UE15 1986-2003 ²	100	105.9	105.9	108.9	n.c.	n.c.
Hongrie-Pologne-R. tchèque et slovaque	100	78.9	83.2	83.2	n.c.	n.c.
UE19 sur 1986-2009 ²	100	100.6	101.4	103.3	106.5	105.9

n.c. : non calculé.

1. UE12 en 1986-94; UE15 en 1995-2003; UE19 en 2004-09.

2. Séries recalculées pour obtenir le même nombre de pays sur toute la période.

Avant leur adhésion, le volume de la production chute de 8 % dans les trois pays nordiques (de 1986 à 1994) et de 17 % dans le quatre pays de l'ex-bloc socialiste (de 1986 à 2003). Ces évolutions ont un poids non négligeable sur l'évolution de la production de la zone considérée.

Dans la base OCDE, l'ESP passe de 87 à 80 milliards EUR, entre 1986 et 2009, dans l'Union européenne à 19. Si on réintègre les nouveaux adhérents dès 1986, l'ESP se monte, pour cette année initiale, à 112 milliards EUR. En 1986, l'ESP est notamment importante dans les quatre pays adhérant en 2004 et baisse fortement avant leur adhésion.

Évolution de l'ESP dans les dix neuf pays de l'Union européenne (en million EUR)

	1986	1994	1995	2003	2004	2009
UE19 dans la base OCDE ¹	86 613	89 283	94 382	98 136	108 260	79 682
Autriche-Finlande-Suède	9 567	8 886	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
UE15 1986-2003 ²	96 180	98 019	94 382	98 136	n.c.	n.c.
Hongrie-Pologne-R. tchèque et slovaque	15 693	4 488	3 422	3 922	n.c.	n.c.
UE19 sur 1986-2009 ²	111 873	102 507	97 804	102 058	108 260	79 682

n.c. : non calculé.

1. UE12 en 1986-94; UE15 en 1995-2003; UE19 en 2004-09.

2. Séries recalculées pour obtenir le même nombre de pays sur toute la période.

Dans la mesure où notre analyse s'appuie sur des évolutions en valeurs absolues (en PPA 2005), ce décalage est gênant. Tous les calculs sont ainsi effectués sur les dix neuf pays pour l'ensemble de la période. Il faut donc conserver en mémoire que l'évolution de l'ESP, dans cette zone considérée, prend en compte, entre 1986 et 2003, la baisse de l'ESP dans les quatre pays de l'est qui n'est pas à proprement parler imputable à la Politique agricole Commune (PAC).

2. L'ESP aux taux de change courants, aux taux de PPA courants et en valeur réelle

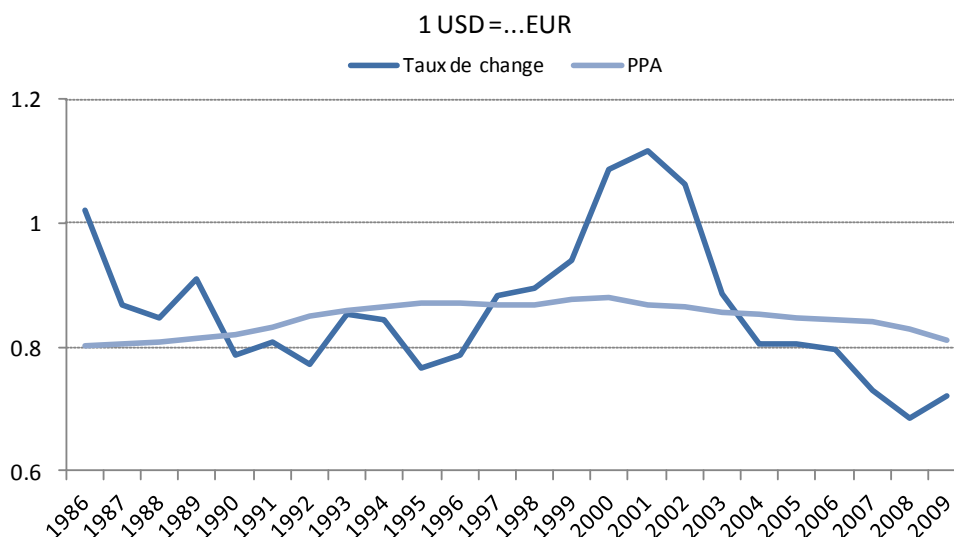
Cette partie vise essentiellement à poser les problèmes de l'agrégation de l'ESP au niveau de l'OCDE et de la prise en compte de l'inflation dans l'expression de ces soutiens, en les calculant en valeurs réelles. On montre d'abord les biais introduits, dans l'agrégation de l'ESP au niveau de la zone de l'OCDE, par le recours aux taux de change courants ou même aux taux de PPA courants. La procédure d'agrégation de l'ESP en valeur réelle, entre 1986 et 2009, est ensuite présentée. Elle est cohérente avec les résultats des indicateurs relatifs tel que le pourcentage de l'ESP dans les recettes agricoles tout en apportant plus d'informations. Au préalable, il apparaît nécessaire d'apprécier l'évolution de la situation des monnaies des pays de l'OCDE.

2.1. L'évolution des taux de change et de la situation des monnaies

La période se caractérise d'abord par une inflation modérée, du moins pour les principaux pays, surtout dans les dernières années. Entre 1986 et 2009, les prix ont augmenté de 74 % aux USA, soit à un rythme annuel de 2.4 %. L'Union européenne a connu un taux d'inflation annuel comparable (2.5 %) et, en parité de pouvoir d'achat, le rapport USD / EUR est donc resté relativement stable (de l'ordre de 1 USD = 0.85 EUR, cf. graphique 2.1). Pourtant, les taux de change USD / EUR ont énormément varié, pour des raisons donc autres que le différentiel d'inflation.

La première année de l'étude, 1986, constitue la fin d'une période de forte évaluation du dollar USD qui s'échange contre 1.02 EUR (tableau 2.1) : le dollar est alors surévalué par rapport aux principales monnaies (comme le montre le rapport PPA / taux de change), à l'exception de certaines telles que le yen ou le franc suisse. On peut ensuite distinguer, jusqu'en 2009, trois périodes.

Graphique 2.1. Taux de change et de parité de pouvoir d'achat (PPA) courants entre le dollar et l'euro, entre 1986 et 2009



Source : OCDE, calcul auteur.

A partir de 1987, le dollar USD se dévalue fortement, de façon irrégulière, par rapport à toutes les principales monnaies, jusqu'en 1995 où il s'échange contre 0.77 euro. Cette dépréciation du dollar ne correspond pas à une inflation particulièrement élevée aux États-Unis et le dollar tend donc à se sous-évaluer.

Une période suit de remontée du dollar jusqu'en 2001 année à laquelle le dollar s'échange contre 1.12 euros. Le dollar rechute ensuite pour s'échanger contre 0.66 euro en 2008 et 0.72 euro en 2009. Pendant toute la période, le yen et le franc suisse restent très surévalués (tableau 2.1). Le taux d'inflation est particulièrement faible au Japon, avec même l'apparition d'une déflation à certaines périodes. Les monnaies de l'Australie, du Canada et de la Nouvelle-Zélande ont souvent des évolutions intermédiaires entre le dollar et l'euro.

Le Mexique et surtout la Turquie ont connu des taux d'inflation très forts, surtout en début de période. Les taux de change varient moins vite que cette inflation et on assiste plutôt à une tendance à la résorption de la sous-évaluation de leur monnaie telle qu'elle est mesurée par le rapport taux de change sur taux de PPA.

2.2. *L'agrégation de l'ESP au taux de change courant et au taux de PPA courant*

L'OCDE publie les données sur les soutiens agricoles telles que l'ESP en monnaie nationale, en dollar et en euro. En monnaie nationale, la valeur des soutiens varie évidemment, dans chaque pays, en fonction du taux d'inflation.

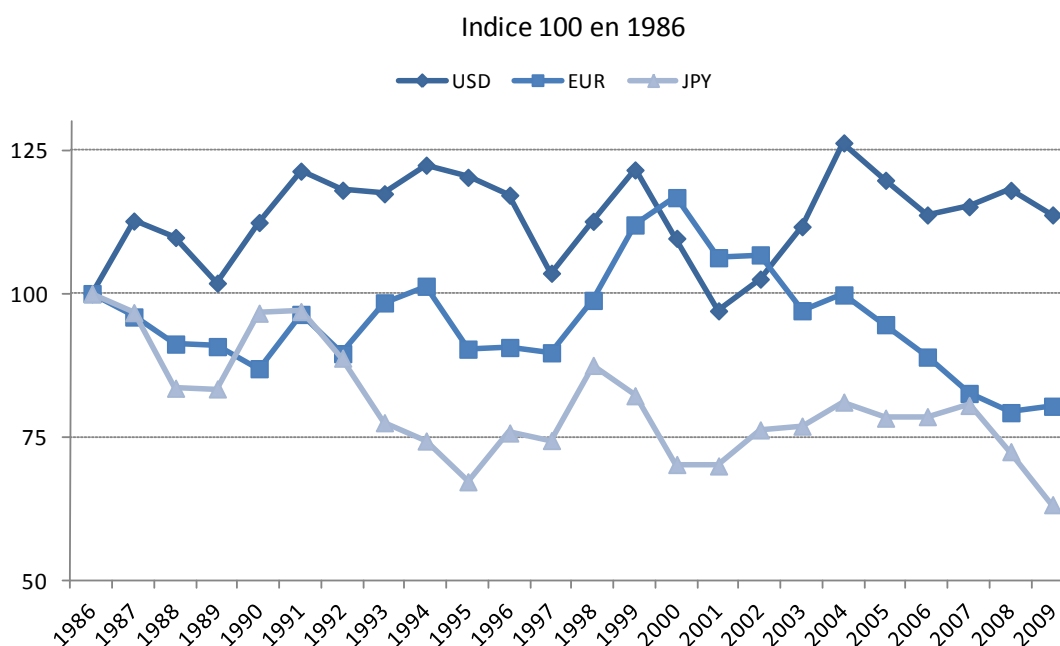
Si on agrège l'ESP, pour l'ensemble des pays de l'OCDE, en utilisant la monnaie d'un pays, les résultats sur son évolution vont être très différents selon le choix de ce numéraire. L'ESP va tendre à augmenter si elle est exprimée dans la monnaie d'un pays qui se déprécie et tendre à diminuer si elle est exprimée dans la monnaie d'un pays qui s'apprécie.

Les évolutions de l'ESP, au niveau de la zone de l'OCDE, sont ainsi très différentes selon qu'elle est exprimée en dollar et en euro (graphique 2.2). Selon que ces deux monnaies se déprécient ou s'apprécient, l'ESP peut augmenter, entre deux années, lorsqu'elle est exprimée en dollar et diminuer en euros et inversement. Si on agrège l'ESP en yen, son évolution apparaît encore très différente : compte tenu de la tendance du yen à s'apprécier, l'ESP est tiré à la baisse. Une conversion de l'ESP en liras turques a des effets inverses (tableau 2.2).

Le recours aux parités de pouvoir d'achat courantes, comme le proposent Doyon *et al.* (2002), ne résout pas le problème de l'agrégation. Les taux de PPA courants varient entre pays selon leurs taux d'inflation respectifs et, en prenant un pays comme base, on tend à affecter l'ESP du taux d'inflation du pays considéré.

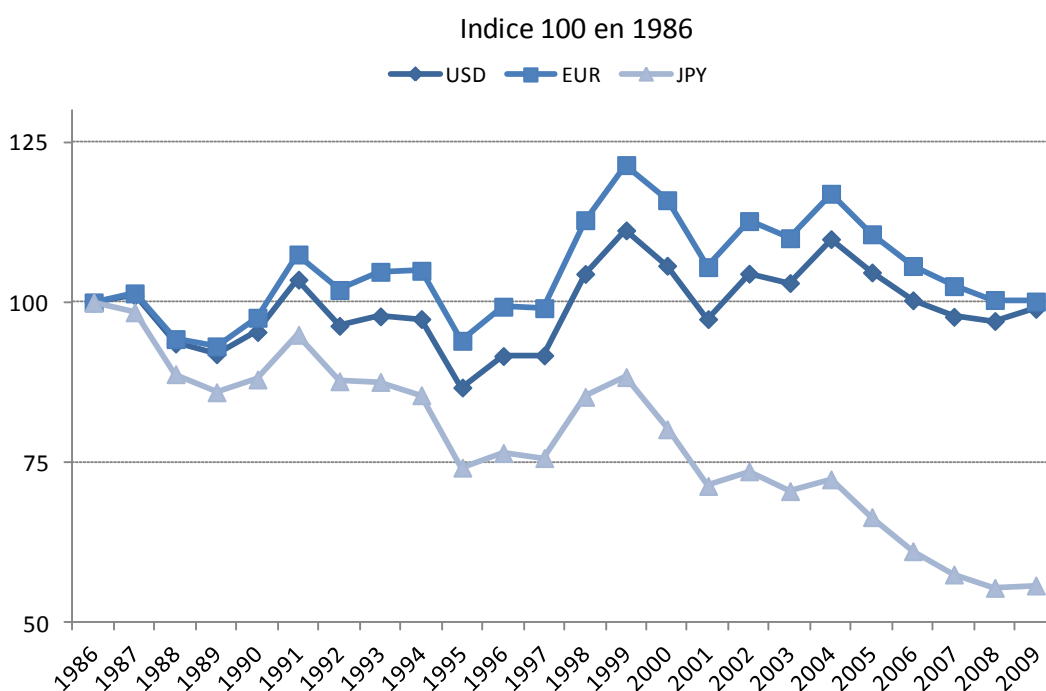
Les évolutions en dollar ou euro international (PPA courante) ne sont pas trop divergentes (graphique 2.3) dans la mesure où les taux d'inflation aux États-Unis et dans l'Union européenne sont relativement proches (tableau 2.1) et où, donc, les parités de pouvoir d'achat sont relativement stables (graphique 2.1). Mais, les évolutions de l'ESP sont très différentes, agrégées, par exemple, en yen international (graphique 2.3) ou en lire turque internationale (tableau 2.2) : dans le premier cas, l'ESP tend à baisser, compte tenu du faible taux d'inflation au Japon et dans le deuxième cas à augmenter, compte tenu du taux d'inflation élevé en Turquie.

Graphique 2.2. Évolution de l'ESP au niveau de la zone de l'OCDE, agrégée au taux de change courant en dollar, en euro et en yen



Source : OCDE, calcul auteur.

Graphique 2.3. Évolution de l'ESP au niveau de la zone de l'OCDE, agrégée au taux de PPA courant en dollar, en euro et en yen

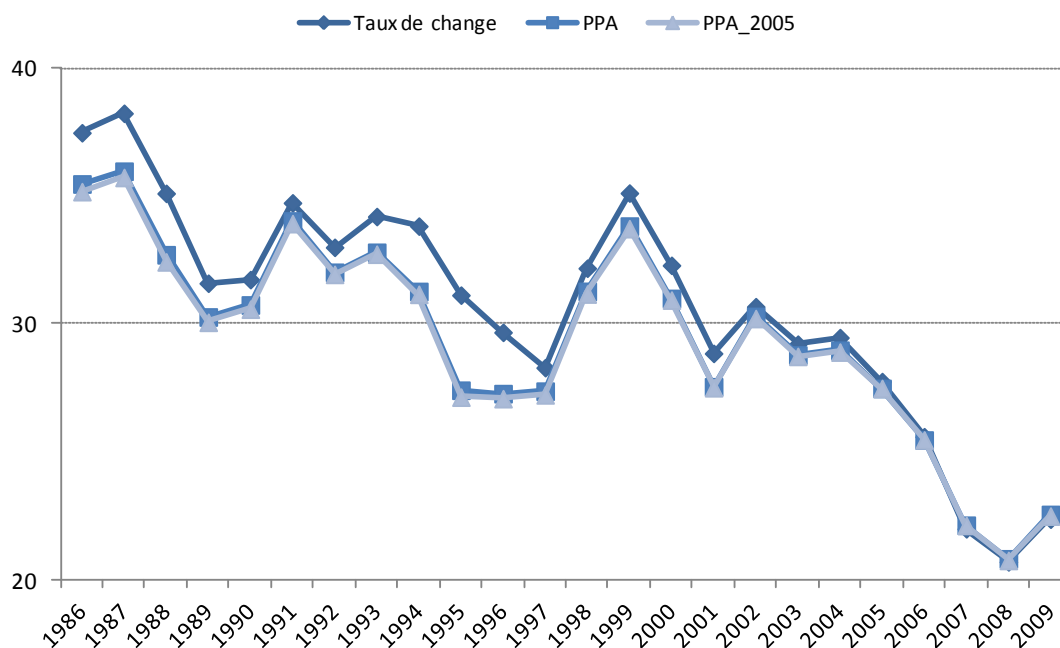


Source : OCDE, calcul auteur.

L'agrégation de l'ESP, au niveau de la zone de l'OCDE, ne permet donc pas d'apprécier son évolution en valeur absolue dans la mesure où cette évolution diffère selon le pays qui est choisi pour le numéraire. C'est pour cette raison que l'OCDE privilégie la publication d'indicateurs relatifs tels que le pourcentage de l'ESP dans les recettes agricoles (ou le coefficient nominal de soutien).

Si on agrège l'ESP sur la zone de l'OCDE aux taux de change courants, le choix de la monnaie de référence (dollar, euro...) ne joue évidemment pas sur le pourcentage de l'ESP dans les recettes agricoles dans la mesure où ces taux de conversion interviennent de manière équivalente dans le numérateur et le dénominateur (tableau 2.2). Ceci est également vrai pour l'agrégation au taux de PPA courant. Les résultats sont par contre légèrement différents selon qu'on utilise le taux de change ou le taux de PPA (graphique 2.4) dans la mesure où les poids des différents pays diffèrent dans les deux agrégations respectives.

Graphique 2.4. Pourcentage de l'ESP dans les recettes agricoles, dans la zone de l'OCDE, entre 1986 et 2009, au taux de change courant, au taux de PPA courant et au taux PPA de 2005



Source : OCDE, calcul auteur.

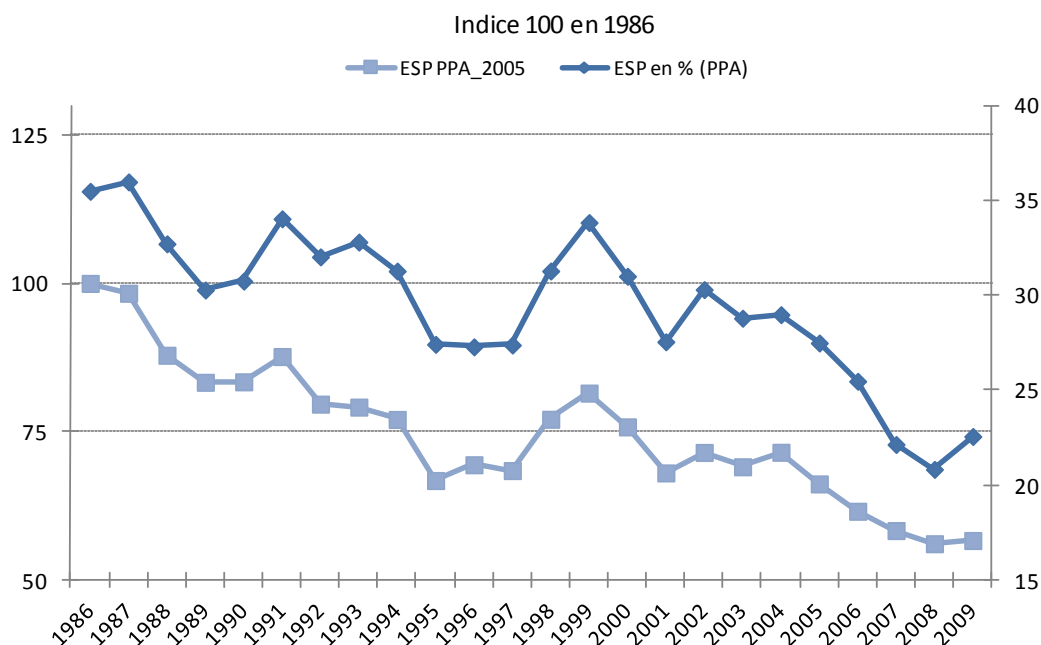
Les évolutions du pourcentage de l'ESP dans les recettes agricoles, autant sur l'ensemble de la période que annuellement, apparaissent toutefois relativement proches dans les deux procédures. La tendance révèle une baisse de la part de l'ESP dans les recettes agricoles entre 1986 et 1998, une remontée entre 1998 et 2000, puis une baisse régulière à partir de 2000 : entre 1986 et 2009, cette part passe ainsi de 37 à 22 %. Les évaluations précédentes, en valeurs absolues, aux taux change ou de PPA courants, ne révélaient pas cette tendance à la baisse de l'ESP.

2.3. L'ESP en valeur réelle

L'ESP, en tant que transfert des consommateurs et des contribuables en faveur des producteurs agricoles peut être exprimée en pouvoir d'achat, c'est à dire en valeur réelle. La procédure retenue consiste à utiliser les indices de prix du PIB et les parités de pouvoir d'achat du PIB entre pays. Ce calcul a été effectué en prenant le dollar et l'année 2005 comme base mais, comme on l'a montré, les évolutions ne sont sensibles ni au pays, ni à l'année choisie.

En valeur réelle, l'ESP baisse de 44 % entre 1986 et 2009. Cette diminution est assez régulière, excepté une légère hausse en 1991 et une forte remontée entre 1998 et 2000. Nous en donnerons les raisons dans la suite du rapport. L'expression de l'ESP en valeur réelle confirme qu'il y a bien eu, dans les dernières décennies, une baisse des soutiens à l'agriculture.

Graphique 2.5. Évolution de l'ESP en valeur réelle dans la zone de l'OCDE, entre 1986 et 2009, en parité de pouvoir d'achat 2005 ; ESP en pourcentage



Source : OCDE, calcul auteur.

L'évolution de l'ESP en termes réels est assez semblable à celle du pourcentage de l'ESP dans les recettes agricoles. On peut relever toutefois, pour certaines années, des divergences entre les deux indicateurs. Par exemple, entre 2008 et 2009, le pourcentage de l'ESP augmente en passant de 20,8 à 21,6 % des recettes agricoles alors qu'en valeur réelle l'ESP reste quasiment stable. Cette divergence tient à la baisse des prix agricoles après la flambée des prix en 2007 et 2009. Le recours à une unité cohérente de mesure, en l'occurrence ici, les PPA_2005 permet d'établir cette décomposition, ce qui n'est pas le cas des indicateurs relatifs (tels que l'ESP en %). C'est donc à l'analyse de l'évolution de l'ESP en valeur réelle et de ses composantes que nous allons nous atteler dans la suite de rapport.

Tableau 2.1. Taux de change*, rapport PPA / taux de change et taux d'inflation dans les pays de l'OCDE entre 1986 et 2009

	1986	1995	2001	2008	2009	1986	1995	2001	2008	2009	1986	2009
	Taux de change : 1 USD = .. MN				Rapport PPA/ taux de change				Prix PIB : 100 en 1986			
Australie	1.50	1.35	1.94	1.20	1.28	0.80	0.98	0.69	1.24	1.14	100	220
Canada	1.39	1.37	1.55	1.07	1.14	0.88	0.89	0.79	1.15	1.04	100	170
Suisse	1.80	1.18	1.69	1.08	1.09	1.13	1.68	1.09	1.52	1.50	100	144
EURO	1.02	0.76	1.12	0.68	0.72	0.79	1.14	0.78	1.21	1.13	100	178
Islande	41	65	98	88	124	0.91	1.13	0.91	1.42	1.08	100	509
Japon	0.17	0.094	0.121	0.103	0.094	1.21	1.86	1.23	1.13	1.23	100	96
Corée	0.88	0.77	1.29	1.10	1.27	0.52	0.90	0.59	0.69	0.61	100	271
Mexique	0.64	6.42	9.34	11.15	13.50	0.33	0.46	0.68	0.70	0.61	100	7 377
Norvège	7.39	6.34	8.99	5.65	6.29	1.22	1.45	1.02	1.61	1.38	100	238
Nouvelle-Zélande	1.92	1.52	2.38	1.43	1.60	0.69	0.96	0.62	1.10	0.99	100	197
Turquie	0.0007	0.05	1.23	1.30	1.55	0.45	0.54	0.35	0.74	0.65	100	595 003
États-Unis	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	100	174

* (1 USD = MN).

Source : OCDE, calcul auteur.

Tableau 2.2. Résultats de l'agrégation de l'ESP sur la zone de l'OCDE, entre 1986 et 2009, en USD, euro et JPY au taux de change et de PPA courants et en PPA_2005

	1986	1995	2001	2008	2009	1986	1995	2001	2008	2009
ESP au taux de change courant: indice 100 en 1986						% ESP				
USD	100	120	97	118	114	37.5	31.1	28.9	20.7	22.4
EUR	100	90	106	79	80	37.5	31.1	28.9	20.7	22.4
JPY	100	67	70	72	63	37.5	31.1	28.9	20.7	22.4
TRY	100	8 225	178 065	229 130	262 977	37.5	31.1	28.9	20.7	22.4
ESP en PPA courante: indice 100 en 1986						% ESP				
USD	100	87	97	97	99	35.5	27.4	27.5	20.8	22.6
EUR	100	94	106	100	100	35.5	27.4	27.5	20.8	22.6
JPY	100	74	71	55	56	35.5	27.4	27.5	20.8	22.6
TRY	100	7 089	139 124	310 387	332 661	35.5	27.4	27.5	20.8	22.6
ESP en PPA_2005: indice 100 en 1986						% ESP				
	100	67	68	56	57	35.2	27.1	27.5	20.8	22.5

Source : OCDE, calcul auteur.

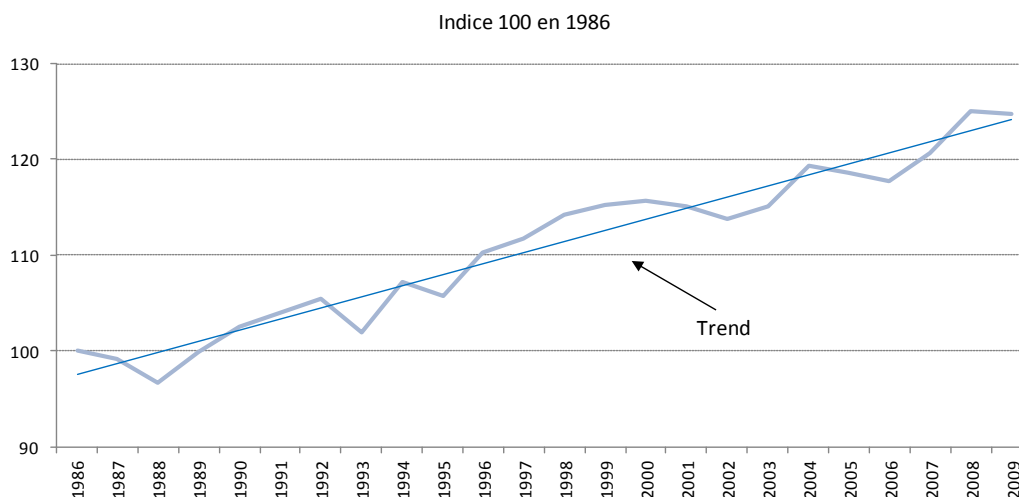
3. L'évolution de l'ESP et de ses composantes, en valeur réelle, dans la zone de l'OCDE, entre 1986 et 2009

Dans un premier temps, l'analyse se focalise sur les 15 produits SPM standards de la base OCDE. L'intérêt de l'analyse de ces produits est la connaissance de leur volume, ce qui permet également de disposer d'indices de prix et de soutien unitaire.

3.1. Évolution du volume de la production sur les produits standards

Sur les produits standards, le volume de la production a augmenté entre 1986 et 2009 de 25 %, soit à un rythme annuel de 1.1 %. Sur la zone de l'OCDE, cette augmentation est assez régulière, les années les plus mauvaises étant 1998, 1993, 1995, 2002 et 2006.

Graphique 3.1. Indice du volume de la production des quinze produits standards dans la zone de l'OCDE entre 1986 et 2009

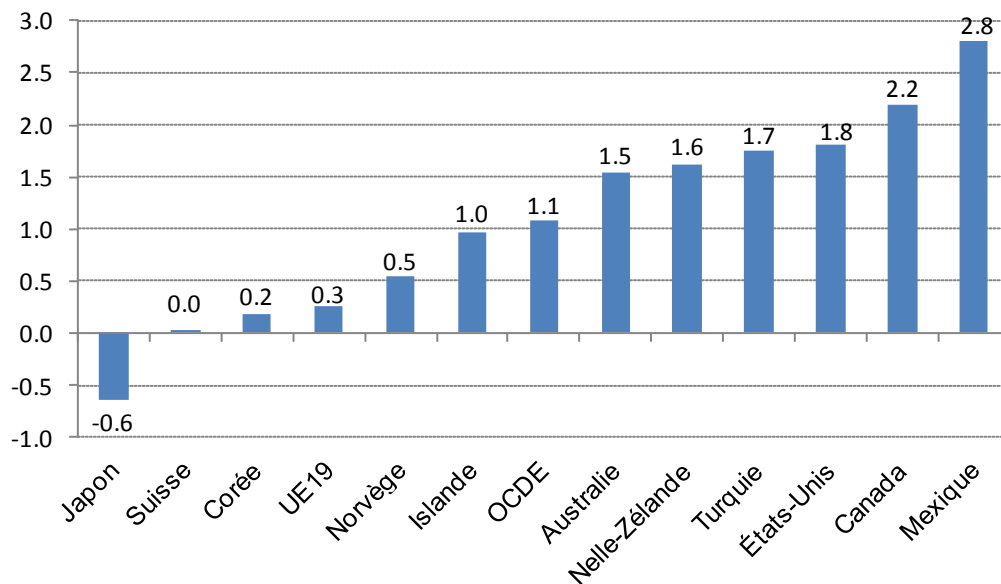


Source : OCDE, calcul auteur.

Avec un taux de croissance annuel de 0.3 %, ce sont les 19 pays de l'Union européenne qui freinent cette croissance. La part de l'Union européenne dans le volume de la production des quinze produits passe ainsi, dans la zone de l'OCDE de 44 à 37 % entre le début et la fin de la période (tableau 3.1). En début de période, les baisses de production dans les pays de l'ex-bloc socialiste (République tchèque, Hongrie, Pologne, Slovaquie) ont un effet non négligeable sur l'évolution de la production de la zone telle qu'elle a été définie (encadré 2). Les réformes successives de la PAC avec la baisse des prix de soutien, le contingentement de la production (gel des terres) ou des subventions ont sans doute ensuite contribué à ce faible taux de croissance.

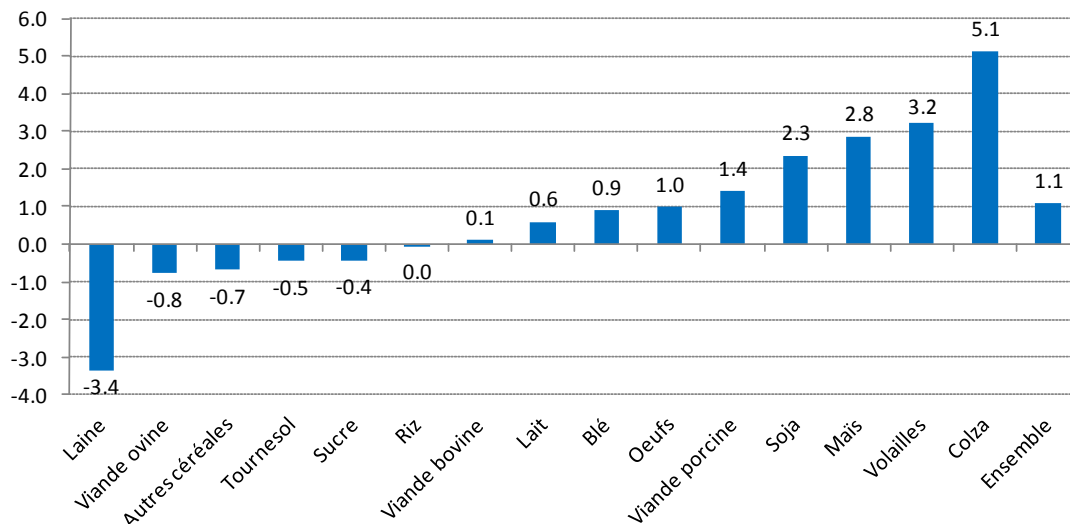
La croissance de la production est assez régulière et forte aux États-Unis, avec un taux annuel de 1.8 %, leur part dans le volume de la production de la zone de l'OCDE passant de 33 à 39 %. Les taux de croissance sont également élevés pour la Canada (2.2 %), la Nouvelle-Zélande (1.6 %) et l'Australie (1.5 %). Le volume de la production des quinze produits régresse au Japon et les taux de croissance sont faibles en Suisse (0 %), en Corée (0.2 %), en Norvège (0.5 %) et en Islande (1 %).

Graphique 3.2. Taux de croissance annuel du volume de la production (produits standards) dans les pays de l'OCDE entre 1986-88 et 2007-09



Source : OCDE, calcul auteur.

Graphique 3.3. Taux de croissance annuel du volume de la production selon les produits dans la zone de l'OCDE entre 1986-88 et 2007-09



Source : OCDE, calcul auteur.

Ces évolutions apparaissent évidemment en relation avec la progression de la réduction de la protection et la baisse des soutiens agricoles qui sera analysée ultérieurement. On observe en effet que les taux de croissance de la production agricole ont été particulièrement élevés dans les pays qui, en début de période, soutenaient relativement peu leur production agricole : la réduction de la protection et du soutien s'est traduite par un coup de fouet pour leur croissance. Les croissances les plus faibles, voire les régressions de production, s'observent au contraire dans les pays qui en début de période soutenaient le plus leur agriculture et qui ont réorienté leur politique agricole en abaissant notamment les prix de soutien.

On peut également noter des taux de croissance relativement élevés dans certains pays de l'OCDE comme le Mexique (2.8 %) et la Turquie (1.7 %) alors qu'il s'agit de produits d'agriculture de climat tempéré.

Les taux de croissance diffèrent également selon les produits. Compte tenu de l'évolution de la demande, les taux de croissance sont élevés pour les volailles (3.2 %) et la viande porcine (1.4 %), et donc les végétaux liés à leur alimentation (colza 5.1 %, maïs 2.8 %, soja 2.3 %). Ils sont plus faibles pour les céréales allant à l'alimentation humaine (riz 0 %, blé 0.9 %). La production de viande ovine régresse (-0.8 %) et celle de la production bovine stagne (0.1 %). La croissance est modérée pour le lait (0.6 %), négative pour le sucre (-0.4 %).

3.2. *L'évolution des soutiens des prix des marchés et des aides aux produits au niveau de la zone de l'OCDE*

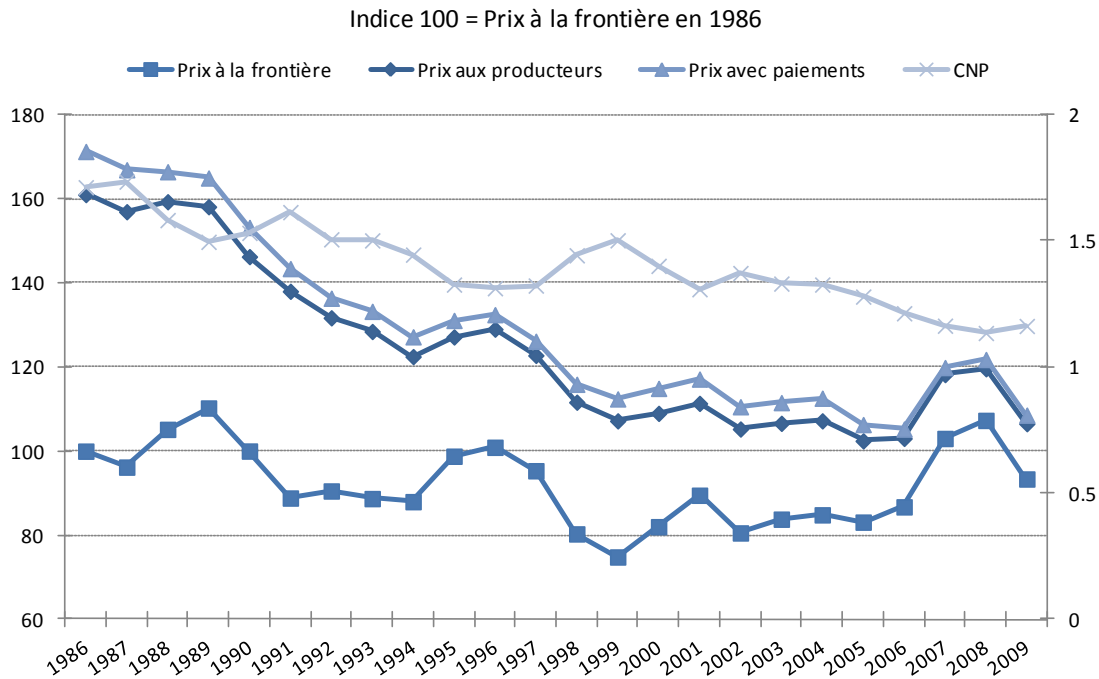
Sur l'ensemble de la période étudiée, l'un des faits majeurs est, dans les pays de l'OCDE, la baisse des soutiens liés directement à la production. En termes réels, les transferts aux producteurs au titre d'un seul produit baissent ainsi, entre 1986 et 2009, de 70 %, sur les produits standards : les prix intérieurs se rapprochent des prix mondiaux, le coefficient national de protection aux producteurs passant de 1.7 à 1.1 (graphique 3.4).

Au cours de la période, l'OMC a été créée et l'accord sur l'agriculture du cycle de l'Uruguay (AACU) a mis fin à « l'exception agricole », les négociations internationales sur le commerce étant étendu à l'agriculture. Certains commentateurs ont jugé cet accord peu contraignant (Butault *et al.*, 2004) mais force est de constater que cet accord a incité les pays à changer leur politique agricole. Il y a bien eu réduction du soutien et de la protection agricoles et ce processus a commencé en fait avant l'accord, les pays se préparant aux négociations.

En fin de période, ces réorientations ont été facilitées par l'évolution des prix mondiaux⁵ qui, après une période de baisse, tendent plutôt à remonter. De 1986 à 2000, les prix mondiaux fluctuent mais avec une tendance à la baisse. Ceci peut sans doute s'expliquer par des gains de productivité importants de l'agriculture (Ball *et al.*, 2010), générant une augmentation du volume de la production agricole (graphique 3.1) alors que la demande stagne. Le niveau le plus bas des prix mondiaux est atteint en 1999, avec une baisse supérieure à 25 % par rapport à 1986 (graphique 3.4).

5. Le terme de prix mondiaux est ici employé sans doute abusivement. Il s'agit en fait des prix de référence (prix à la frontière), pondérés par les productions nationales de chaque pays.

Graphique 3.4. Évolution en termes réels des prix de référence à la frontière, des prix aux producteurs et des prix avec paiement dans la zone de l'OCDE, entre 1986 et 2009, pour les produits standards ; CNP des producteurs



Source : OCDE, calcul auteur.

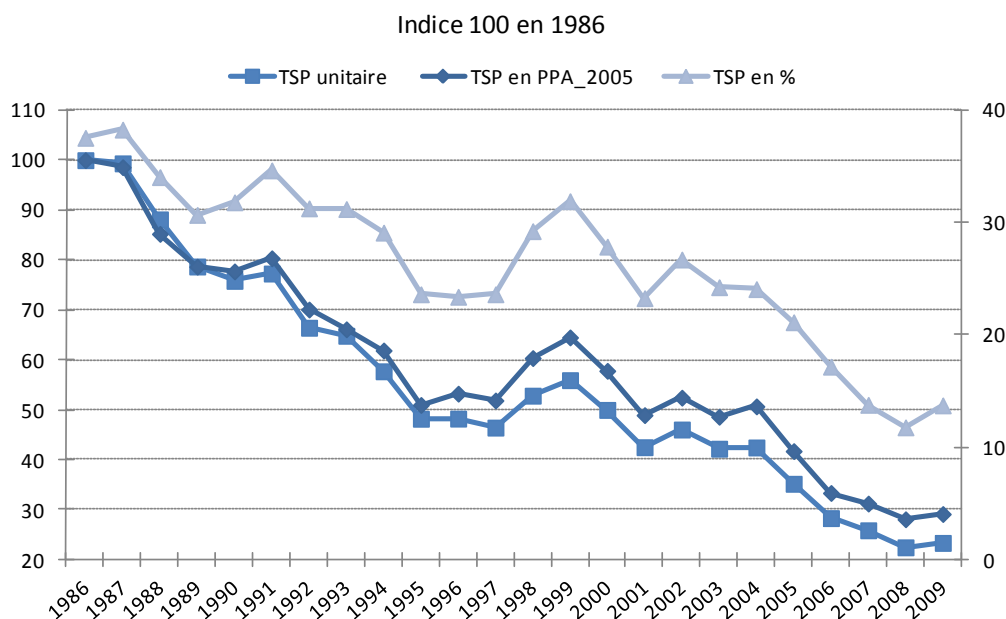
Après 2000, les prix mondiaux en termes réels ont plutôt tendance à augmenter, sans doute sous l'effet de l'augmentation de la demande des économies émergentes ou d'autres facteurs tel que le développement des agrocarburants⁶. Ils atteignent un niveau très élevé en 2007 et 2008, avec une hausse de 17 et 22 % par rapport à 2006. En 2009, les prix mondiaux retrouvent à peu près leur niveau de 2006 : par rapport à 1986, la baisse en termes réels est très modérée, -3 % sur l'ensemble de la période.

La réorientation des politiques des pays de l'OCDE se traduit par un rapprochement progressif des prix intérieurs et des prix mondiaux à la frontière. Si les prix à la frontière ne diminuent, entre 1986 et 2009, que de 3 %, les prix aux producteurs et les prix avec paiements baissent d'un tiers. Au cours de toute la période, les soutiens par les prix de marché sont plus importants que les aides couplées à la production : le niveau des prix avec paiements est ainsi toujours très proche de celui des prix aux producteurs (graphique 3.4).

Les transferts de soutien aux producteurs au titre d'un seul produit (TSP), par unité produite baissent ainsi de plus de 75 % entre 1986 et 2009 (graphique 3.5). Pourtant, en début de période, ces transferts varient de façon inverse avec les prix mondiaux, ce qui révèle un couplage encore assez important. La baisse des prix mondiaux de 1999 est ainsi en partie compensée par une augmentation des soutiens aux produits en 1999 et 2000.

6. Ce rapport n'a pas pour objet d'expliquer les évolutions observées.

Graphique 3.5. Évolution en termes réels des TSP aux producteurs par unité produite et globaux dans la zone de l'OCDE entre 1986 et 2009 ; TSP en pourcentage



Source : OCDE, calcul auteur.

Comme on le verra, cette augmentation des transferts aux produits, en 1999 et 2000 tient surtout à la politique américaine, qui malgré la loi agricole de 1996 (instauration du découplage des aides), a augmenté les soutiens couplés pour faire face à la baisse des prix mondiaux.

On peut penser que, dans l'avenir, ces soutiens seront moins sensibles à l'évolution des cours mondiaux ou du moins prendront une autre forme. Les transferts aux produits représentent en 2009 une faible part des recettes agricoles, un peu plus de 10 % contre près de 40 % en 1986 (graphique 3.5).

Si, au cours de la période, le volume de la production pour les produits standards a augmenté de 25 %, on observe peu d'écart entre l'évolution des transferts par unité produite (-77 %) et celle des transferts globaux (-70 % : cf. graphique 3.5). La raison est double : d'une part, l'augmentation de la production a été le fait de pays pour lesquels les transferts étaient peu importants en début de période, d'autre part, elle a porté sur des productions peu soutenues (volailles et porc).

En conclusion, on note que, si entre 1986 et 2009 on assiste à un rapprochement entre les prix à la frontière et les prix intérieurs, on peut distinguer deux périodes selon l'évolution des cours mondiaux :

- De 1986 à 1999, le coefficient nominal de protection passe de 1.75 à 1.55, soit une baisse qui peut apparaître modérée. En fait, au cours de cette période, les prix à la frontière ont baissé de plus de 25 %, les deux effets conjugués ayant entraîné une baisse des prix aux producteurs (avec paiements) de 35 % (graphique 3.4). En termes réels, les TSP unitaires baissent ainsi de 45 % (tableau 3.2)
- De 1999 à 2009, le coefficient nominal de protection passe de 1.55 à 1.15. Suite à l'AACU, les politiques agricoles menées dans les pays de l'OCDE ont conduit à un

rapprochement plus net entre prix mondiaux et prix intérieurs que celui des années antérieures. Mais ces évolutions se sont faites dans un contexte de relative hausse des cours mondiaux : même en excluant les années 2007-08, les prix à la frontière, en termes réels, ont augmenté de près d'un tiers entre 1999 et 2009. Les prix aux producteurs (avec paiements) ont ainsi presque conservé le même niveau entre les deux dates.

On voit toute l'utilité de notre analyse qui combine l'utilisation d'agrégats en termes réels et celle d'indicateurs relatifs. Dans les années 2000, il y a eu un débat sur le fait de savoir si la réduction de la protection et du soutien agricoles allait conduire ou non à une hausse des cours mondiaux des produits agricoles. Notre analyse, qui reste très empirique, ne permet pas de trancher sur ce débat et l'explication des phénomènes observés dépasse le cadre de ce rapport. Force est de constater que les prix agricoles mondiaux ont augmenté durant les années de réforme les plus fortes, ce qui n'est pas sans problèmes, notamment pour les pays en développement importateurs nets de produits agricoles. Selon les projections de la FAO et de l'OCDE, cette hausse devrait se poursuivre, à moins qu'un ralentissement de l'activité mondiale ne freine la croissance des économies émergentes et donc l'augmentation de leur demande en denrées agricoles. La poursuite de la réforme devrait en être facilitée même si de nouvelles formes de régulation sont nécessaires pour faire face à l'instabilité des marchés qui semble s'instaurer et qui pèse sur les pays les plus pauvres.

3.3. *Évolution des prix et des soutiens en valeur réelle par produit*

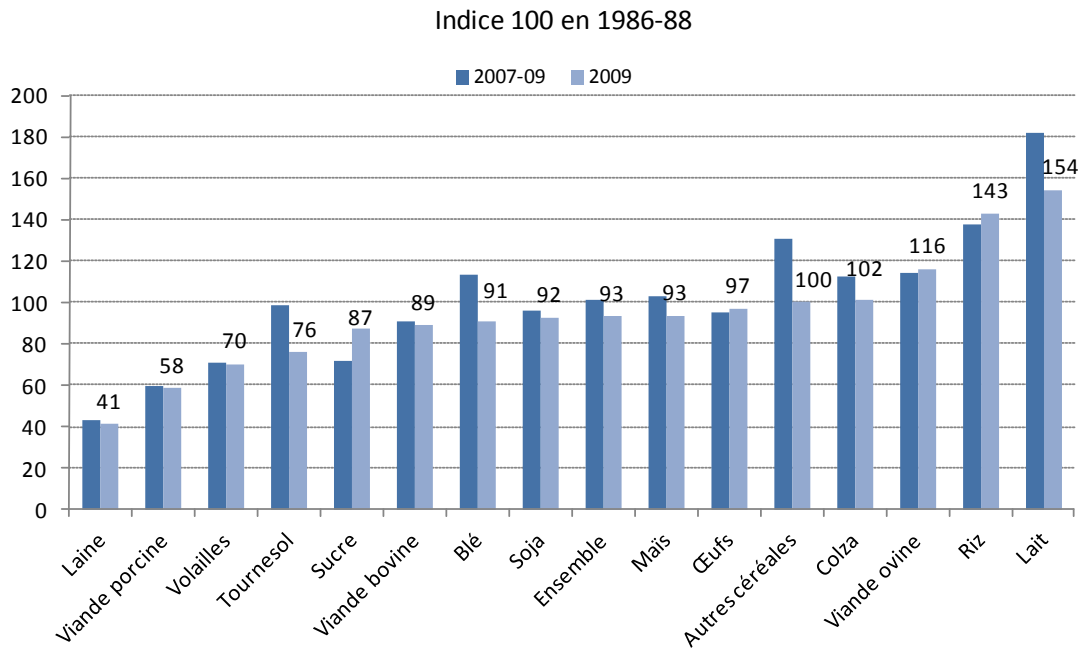
L'évolution des prix et des soutiens pour les différents produits dépend de facteurs spécifiques à chaque produit (gains de productivité) mais aussi de la politique des pays compte tenu du poids prépondérant de certains de ces produits dans leur production. Dans la zone de l'OCDE, les soutiens sur le riz sont par exemple déterminés par les politiques du Japon et de la Corée, les États-Unis ont un poids déterminant pour le soja, l'Union européenne pour le colza. Il est difficile ainsi d'analyser l'évolution des soutiens par produit avant d'analyser les politiques des pays. C'est pourtant ce que nous allons faire dans cette section pour prolonger l'analyse précédente sur les soutiens de marché.

Les prix à la frontière⁷, exprimés en termes réels, évoluent de façon différente selon les produits. Pour les viandes blanches (porc et volailles), ils baissent de plus de 30 %, entre 1986 et 2009 (graphique 3.6). Les prix de la viande bovine en 2009 ont un niveau à peu près équivalent à celui de 1986, malgré une baisse de 25 % dans les années 2000. Les prix de ces produits animaux ont peu varié dans le contexte des années 2007-08.

Si on prend comme référence l'année 2009, les prix des céréales (sans riz), des oléagineux et du sucre ont également conservé un niveau relativement stable par rapport à 1986 mais, avec des fluctuations importantes. Pour le blé, par exemple, exprimé en dollar international 2005, le prix à la frontière était de 183 USD la tonne en 1986 (graphique 3.7) : il atteint son plus bas niveau en 1999 (134 USD international 2005) et son plus haut niveau en 2007 (237 USD international 2005) pour retomber à 170 USD en 2009. Le riz, par contre, conserve un prix élevé en 2009 (+40 % par rapport à 1986-88). C'est le cas également du lait dont le prix mondial a connu une envolée en 2008.

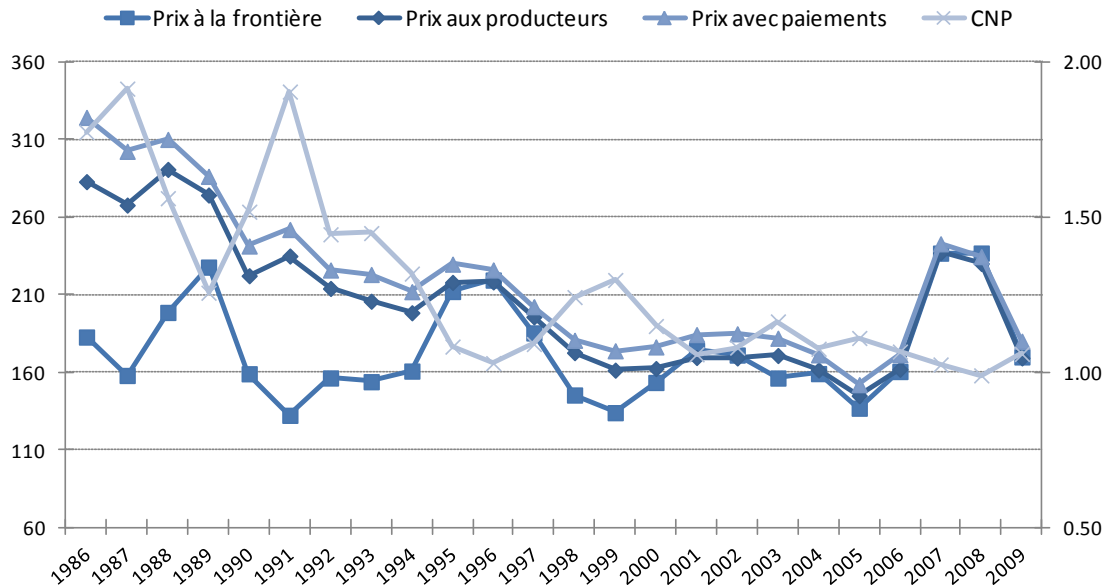
7. Rappelons que ces prix à la frontière sont pondérés par les productions de chaque pays. Il ne s'agit donc pas de prix d'échange.

Graphique 3.6. Évolution des prix de référence à la frontière en termes réels en 2007-09 et en 2009



Source : OCDE, calcul auteur.

Graphique 3.7. Prix de référence à la frontière, prix aux producteurs, prix avec paiements à la tonne du blé en dollar international 2005 ; Coefficient nominal de protection



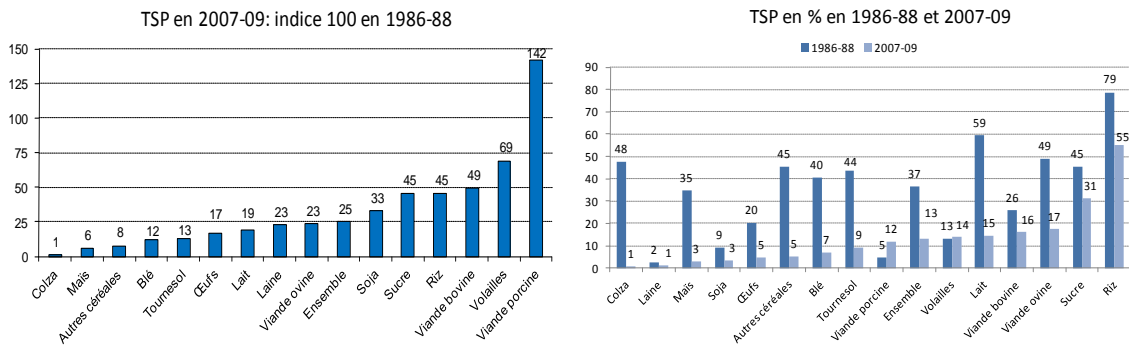
Source : OCDE, calcul auteur.

Pour les céréales (sans riz) et les oléagineux, les soutiens spécifiques ont été quasiment éliminés, les TSP baissant de 90 % (graphique 3.8). La part des TSP dans les recettes est ainsi passée de 40-50 % en 1986-99 à moins de 10 % en 2009. Pour le blé, par exemple, l'alignement des prix intérieurs sur les prix à la frontière s'est effectué dans les années 2000 et ces deux prix évoluent conjointement depuis (graphique 3.7).

Pour le lait, les TSP ont baissé de 80 %, 65 % pour le sucre et le riz, 50 % pour la viande bovine. En fin de période, la part des TSP dans les recettes agricoles est de 15 % pour le lait et la viande bovine, 30 % pour le sucre et 55 % pour le riz (compte tenu du maintien des soutiens au Japon et en Corée).

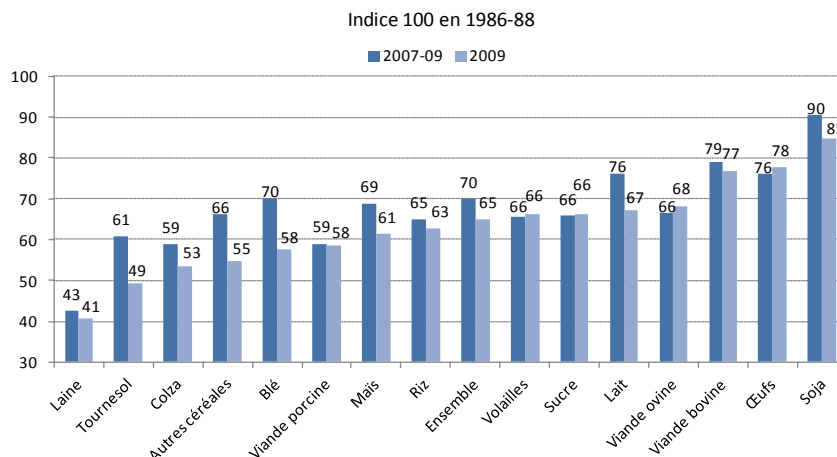
L'évolution des prix intérieurs (somme du prix aux producteurs et des paiements) résulte de la combinaison des évolutions des cours mondiaux et des soutiens spécifiques à chaque produit (cf. pour le blé, le graphique 3.7). Compte tenu du contexte des années 2007-08, l'appréciation est un peu différente selon qu'on prend comme année terminale la moyenne 2007-09 ou la seule année 2009 (graphique 3.9).

Graphique 3.8. Évolution des TSP aux producteurs entre 1986-88 et 2007-09 et TSP en pourcentage des recettes agricoles selon les produits



Source : OCDE, calcul auteur.

Graphique 3.9. Évolution des prix avec paiements en terme réels en 2007-09 et en 2009



Source : OCDE, calcul auteur.

La tendance dominante reste la baisse en termes réels de ces prix avec paiements, compte tenu de la diminution des soutiens des prix par le marché et des aides directes à la production. Pour l'ensemble des produits standards, par rapport à 1986-88, le niveau des prix avec paiements baisse de 30 % en 2007-09 et de 35 % en 2009.

Une part de ces évolutions dépend des pays producteurs de ces produits et des politiques initiales de ces pays. Ainsi, le soja est le produit dont le prix se maintient le mieux (-10 % en 2007-09 par rapport à 1986-88) alors que le colza est l'un des produits dont la baisse de prix est la plus importante (-40 %) : en début de période, le soja était majoritairement produit sans soutien aux États-Unis alors que le colza était principalement produit en dans l'Union européenne avec des aides à la production importantes.

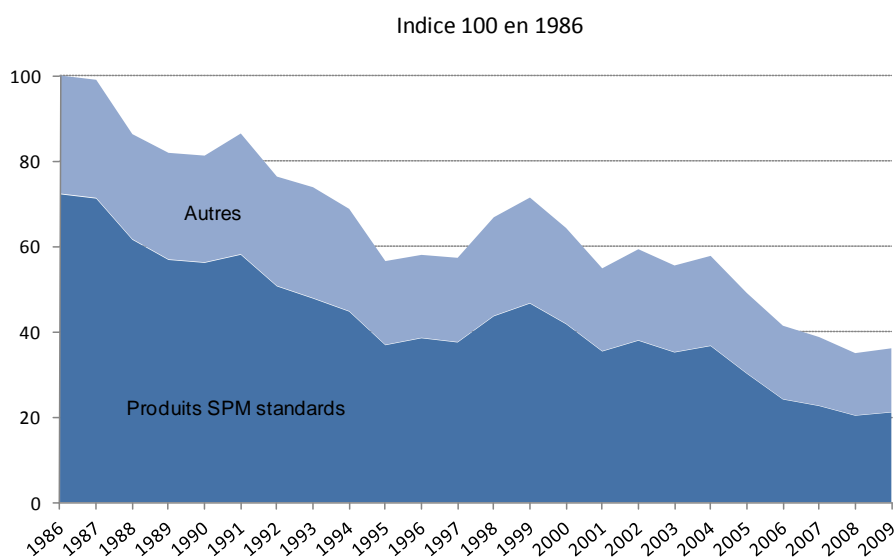
Pour la majorité des produits, les baisses, en prenant comme base finale l'année 2009, sont relativement concentrés entre 40 et 35 %. Elles ne sont par contre que de 33 % pour le lait et 23 % pour la viande bovine.

Dans la période étudiée, l'évolution du prix des produits a été pour une large part commandée par l'évolution des soutiens. Compte tenu du rapprochement entre prix mondiaux et prix intérieur, elle dépendra plus, dans l'avenir, de la seule évolution des cours mondiaux.

3.4. *Évolution de l'ESP en termes réels dans la zone de l'OCDE entre 1986 et 2008*

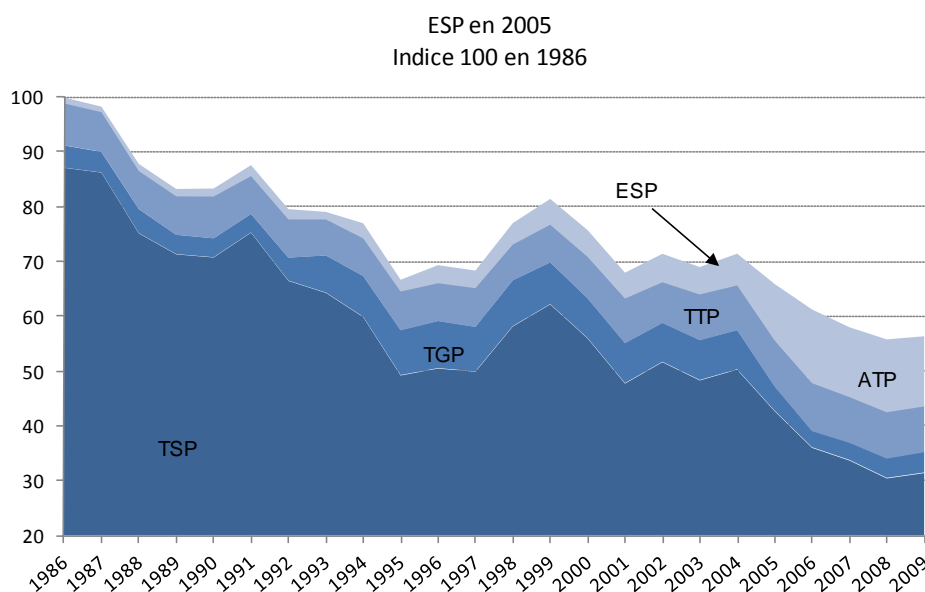
L'évolution des TSP est très proche sur les produits standards et sur l'ensemble de la production. La part des produits standards tend toutefois à diminuer, en passant de 72 à 58 % des TSP totaux. Si les transferts au titre d'une seule production baissent, ils s'élargissent ainsi à une gamme de produits plus importante. De 1986 à 2009, les TSP diminuent en termes réels de 64 % (contre 71 % pour les produits standards).

Graphique 3.10. Évolution des TSP aux producteurs dans la zone de l'OCDE entre 1986 et 2009, sur les produits standards et sur l'ensemble de la production



Source : OCDE, calcul auteur.

Graphique 3.11. Évolution de l'ESP et de ses composantes en valeur réelle dans la zone de l'OCDE entre 1986 et 2009



TSP : transferts au titre d'un seul produit. TGP : transferts au titre d'un groupe de produits.

TTP : transferts au titre de tous les produits. ATP : autres transferts.

Source : OCDE, calcul auteur.

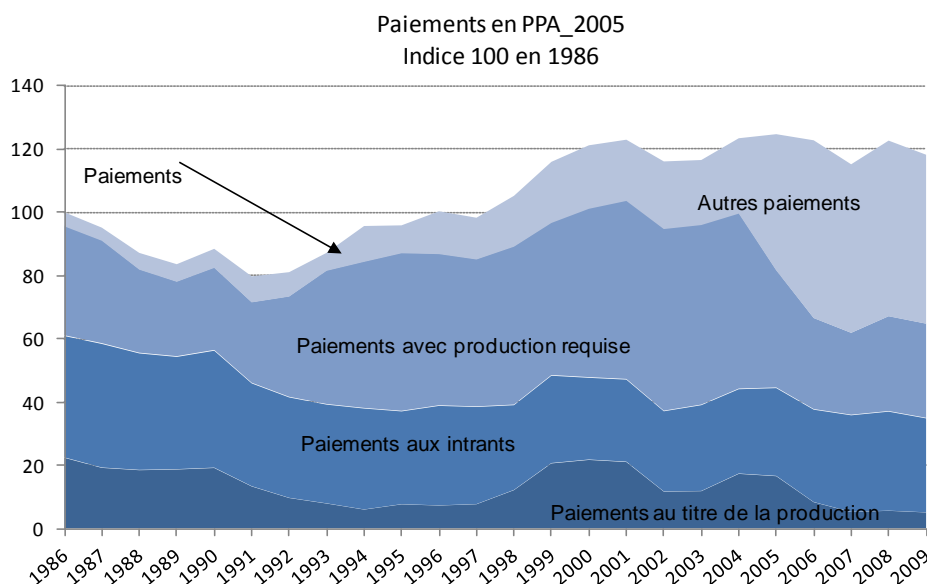
Dans tous les pays de l'OCDE, les politiques agricoles ont conduit à compenser la baisse des soutiens de marché et des aides directes à la production par le versement de paiements, de plus en plus découplés au fil du temps. Ces compensations ont été partielles et l'ESP en valeur réelle baisse donc de 43 % (graphique 3.11)

La part des TSP dans l'ESP passe de 87 à 55 %. Le découplage progressif des transferts non liés directement à un seul produit apparaît dans l'évolution de leur composition. En début de période, ces transferts portaient essentiellement sur l'ensemble de la production, leur part étant de 60 %, compte tenu notamment du poids des aides à l'environnement ou au développement régional. Dans un premier temps, les baisses des soutiens de marché sont compensées, comme dans l'Union européenne, par des aides allant à des groupes de produits, leur part atteignant 47 % des transferts non liés à un produit en 1995. A partir de 2003, les autres transferts qui comprennent notamment les paiements découplés, montent en puissance leur part atteignant 22 % de l'ESP en 2009 et la moitié des transferts non liés à un seul produit.

Une autre représentation de la recomposition des soutiens est donnée par l'évolution des paiements. Ceux-ci augmentent en valeur réelle de 20 % entre 1986 et 2009 (graphique 3.12), pour compenser à partir de 1992, notamment dans l'Union européenne, la baisse des soutiens des prix des marchés. Les paiements au titre de l'utilisation des intrants restent relativement stables. Dans un premier temps, les paiements sont déterminés par les surfaces ou les animaux détenus par les agriculteurs ou leur niveau de revenu et sont assortis de l'obligation de produire. Progressivement, les droits à subvention sont déterminés sur base historique et leur versement ne requiert pas d'obligation de production, ce qui se marque par la croissance des autres paiements dans le graphique 3.12.

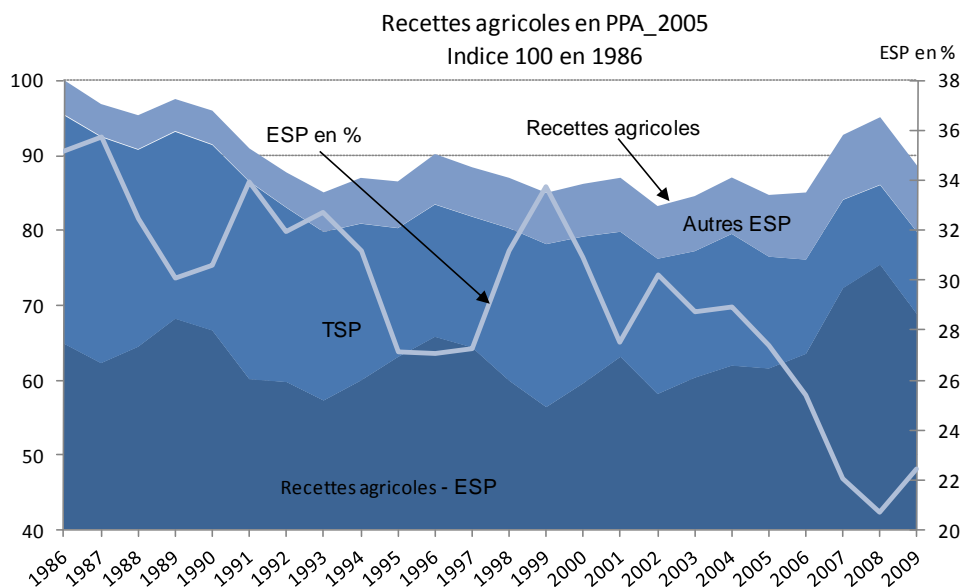
L'évolution des recettes agricoles, en valeur réelle, et de leurs composantes, donnée au graphique 3.13 fournit une vision synthétique de toutes les évolutions observées au cours de la période, en permettant notamment de distinguer les effets respectifs de l'augmentation du volume de la production, des réorientations des politiques agricoles dans les pays de l'OCDE et de l'évolution des cours mondiaux.

Graphique 3.12. Évolution des paiements et de leurs composantes en valeur réelle dans la zone de l'OCDE entre 1986 et 2009



Source : OCDE, calcul auteur.

Graphique 3.13. Évolution des recettes agricoles et de leurs composantes en valeurs réelles dans la zone de l'OCDE entre 1986 et 2009 ; ESP en pourcentage des recettes agricoles brutes



Source : OCDE, calcul auteur.

Comme pour le graphique 3.4, on est tenté de couper la période 1986-2009 en deux sous-périodes, en prenant comme point de rupture 1999. Ce découpage a une part d'arbitraire, compte tenu des fluctuations observées et il faudrait sans doute avoir recours à l'économétrie pour mieux repérer les points d'inflexion :

- De 1986 à 1999, les cours mondiaux tendent à baisser mais avec des fluctuations assez importantes. L'ESP amortit en partie l'effet des fluctuations et la part de l'ESP dans les recettes est très variable : en 1999, année où les cours mondiaux sont les plus bas, le niveau de cette part (34 %) est à un niveau presque équivalent à celui de 1986 (35 %). Mais, les recettes agricoles baissent de 13 % même en 1999, année où elle a augmenté par rapport aux années précédentes, l'ESP est d'un niveau inférieur de 20 % par rapport à 1986.
- Après 1999, la réduction du soutien progresse nettement plus, avec une baisse plus forte de l'ESP mais dans un contexte de remontée des cours mondiaux. La part de l'ESP dans les recettes passe ainsi de 34 à 22 % entre 1999 et 2009 mais les recettes agricoles progressent de 22 %.

Il ne fait guère de doute ainsi que les progrès de la réforme des politiques agricoles ont été facilités par une évolution des cours mondiaux favorable aux producteurs, compte tenu notamment de l'augmentation de la demande des économies émergentes. Selon les prévisions de la FAO et de l'OCDE, cette pression sur les prix agricoles devrait s'accroître dans la prochaine décennie, ce qui devrait faciliter de nouvelles évolutions.

3.5. *Évolution des prix et des soutiens par pays*

Évolution des transferts sur un seul produit et des prix avec paiements

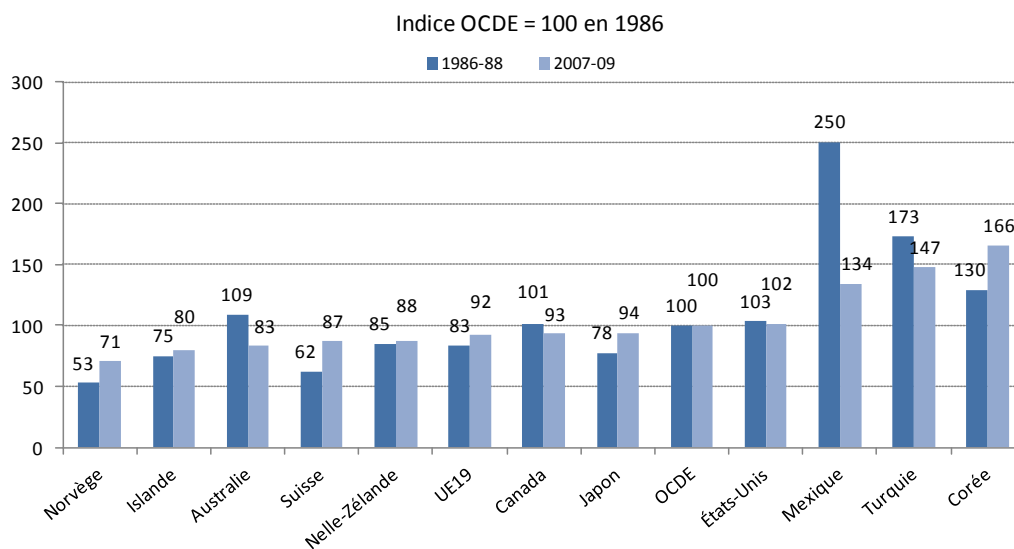
La quasi-totalité des pays de l'OCDE ont réorienté leur politique agricole en rapprochant leurs prix intérieurs des prix mondiaux d'une part et en diminuant globalement les soutiens à l'agriculture d'autre part. Seule la Turquie, et dans une moindre mesure le Mexique, font exception.

L'évolution des prix à la frontière dépend, pour chaque pays, des positions monétaires et des productions concernées. Le graphique 3.14 donne l'indice des prix à la frontière en 1986-87 et 2007-09, en base 100 dans la zone de l'OCDE, exprimé en PPA courant : c'est donc un indice relatif du prix des produits agricoles à la frontière par rapport aux prix qui composent le PIB.

D'une manière générale, les prix à la frontière sont relativement bas dans les pays dont la monnaie est surévaluée (Norvège, Suisse, Japon) et relativement élevés dans les pays dont la monnaie est sous-évaluée (Mexique, Turquie). Les écarts se resserrent au cours de la période, avec le rapprochement entre taux de change courant et parité de pouvoir d'achat : ceci s'est traduit par des baisses importantes du prix à la frontière au Mexique (-45 %) et en Turquie (-15 %).

En évolution, cet indice synthétique des prix à la frontière dépend également, des productions dominantes dans les pays : il augmente, par exemple, en fin de période, au Japon et en Suisse, pays pourtant à monnaie forte, compte tenu de l'évolution respective des prix du riz et du blé. Pour la plupart des pays, le niveau des prix à la frontière en 2007-09, est supérieur au niveau 1986-88. Si on ne prend que l'année 2009, c'est plutôt l'inverse.

Graphique 3.14. Indice en PPA courant du prix de référence à la frontière des produits standards en 1986-88 et 2007-09



Source : OCDE, calcul auteur.

La baisse des transferts au titre d'un seul produit a été particulièrement forte dans l'Union européenne et aux États-Unis (-80 % en termes réels). Dans l'Union européenne, elle a été assez régulière et indépendante de l'évolution des cours mondiaux, compte tenu des réformes de 1992, 1999 et 2003. Aux États-Unis, la réactivation d'instruments de soutien avait fait remonter les TSP lors de la période de déprise des cours mondiaux (1999-2000). Sur l'ensemble de la période étudiée, la part des TSP dans les recettes agricoles est passée de 37 à 8 % dans l'Union européenne, et de 16 à 3 % aux États-Unis. Déjà faibles en 1986, les TSP ont quasiment été éliminés en Nouvelle-Zélande et en Australie.

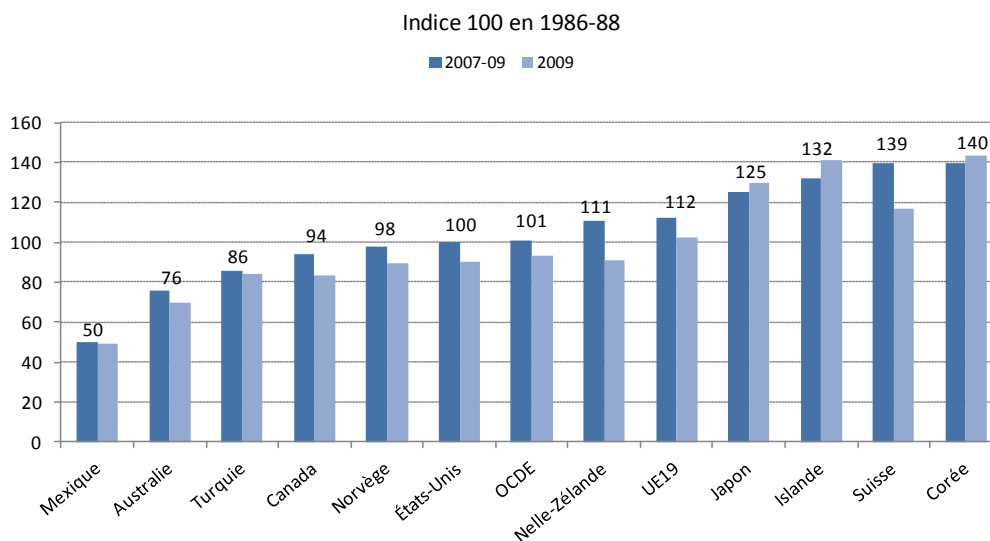
En valeur réelle, la baisse des transferts sur un seul produit a dépassé ou approche 50 % en Suisse, au Norvège et en Islande. En fin de période, la part des TSP dans les recettes agricoles est respectivement de 30, 34 et 50 %. Au Japon et en Corée, l'élimination de ces formes de soutien a été plus modérée et la part des TSP dans les recettes agricoles conserve un niveau élevé en 2007-09 (42 et 47 %).

La Turquie est l'un des seuls pays où le soutien par les prix a progressé. La valeur réelle des TSP a ainsi été multipliée par 2,5 et leur part dans les recettes de ces transferts est passé de 16 à 30 %. Au Mexique, la politique agricole menée induisait des transferts négatifs en 1986⁸. Ces transferts sont ensuite passés en positifs puis ont augmenté, dans un contexte très défavorable de l'évolution des prix à la frontière, compte tenu de la réévaluation du peso mexicain.

La baisse des prix avec paiements (graphique 3.17) a été particulièrement forte dans les pays où les soutiens spécifiques aux produits étaient importants en début de période et où ces soutiens ont été éliminés. Elle atteint 50 % en Suisse et au Norvège, 40 % dans les pays de l'Union européenne. La Nouvelle-Zélande a pleinement profité, en fin de période, de la remontée des cours mondiaux, notamment sur le lait.

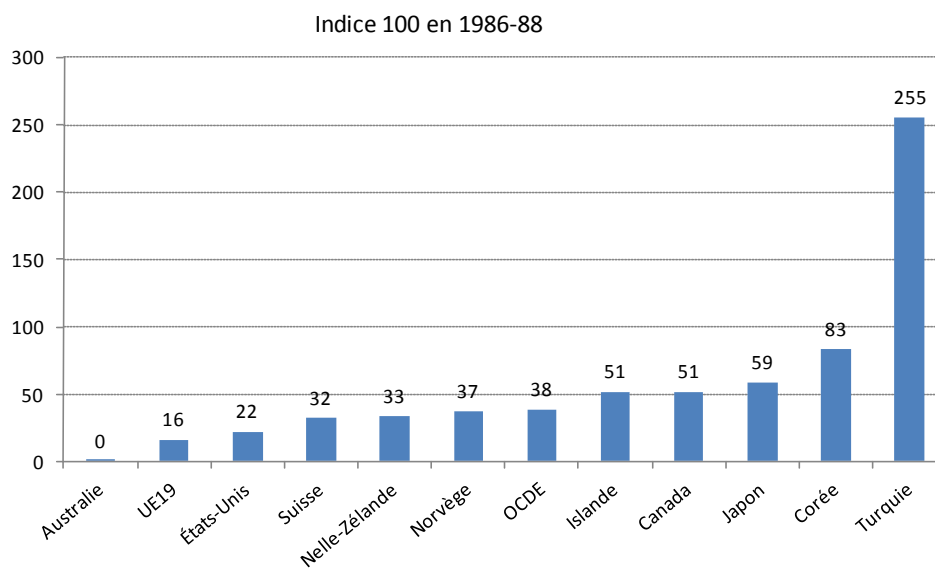
8. Dans ces rapports annuels, l'OCDE retient d'ailleurs 1989-91 comme période de référence.

Graphique 3.15. Évolution des prix de référence à la frontière des produits standards en 2007-09 et 2009 par rapport à 1986-88

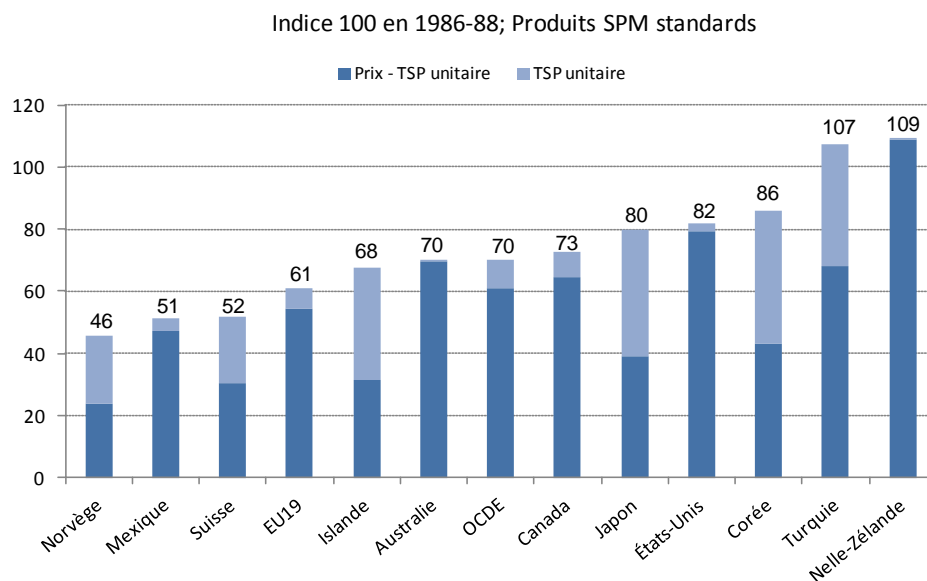


Source : OCDE, calcul auteur.

Graphique 3.16. Indice d'évolution des TSP aux producteurs en valeur réelle entre 1986-88 et 2007-09



Source : OCDE, calcul auteur.

Graphique 3.17. Indice d'évolution des prix avec paiements en valeur réelle entre 1986-88 et 2009

Source : OCDE, calcul auteur.

Évolution de l'ESP et des recettes

La plupart des pays de l'OCDE ont compensé la baisse des soutiens spécifiques au produit par des paiements directs, de plus en plus découplés. C'est le cas de l'Union européenne avec les réformes de 1992, 1999 et 2003. Les paiements directs non spécifiquement liés aux produits ont été ainsi multipliés par quatre, en valeur réelle, dans les pays de l'Union européenne. Ces paiements ont également augmenté en Suisse (+70 %) et aux États-Unis (+20 %).

Ces compensations de baisse de prix n'ont été que partielles et l'ESP en valeur réelle diminue, dans tous les pays de l'OCDE, sauf en Turquie et au Mexique. Pour cinq pays (UE19, Norvège, États-Unis, Islande, Suisse) la baisse de l'ESP se situe entre 55 et 45 %, soit bien en dessous de la moyenne de la zone de l'OCDE (40 %). La diminution de l'ESP est plus modérée au Japon (39 %) et en Corée (13 %). L'ESP augmente de 120 % en Turquie et de 320 % au Mexique.

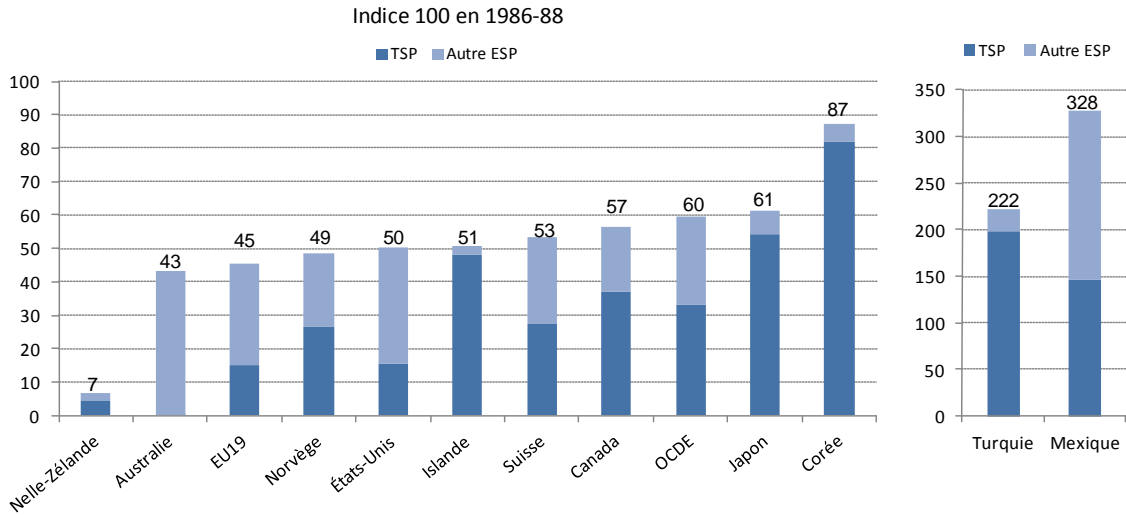
Dans tous les pays, à l'exception de la Turquie et du Mexique, la part de l'ESP dans les recettes agricoles baisse entre 1986 et 2009 (graphique 3.19). Dans les pays de l'Union européenne, elle passe ainsi de 40 à 23 %. Elle reste élevée en fin de période au Japon (47 %), en Corée (50 %), en Suisse (58 %) et en Norvège (61 %).

L'évolution des recettes en termes réels combine les effets des évolutions du volume de la production, des prix perçus par les producteurs et des autres paiements. La dispersion dans l'évolution de ces recettes entre pays est très importante (graphique 3.20) dans la mesure où il y a une corrélation, comme on l'a vu, entre ces différentes variables.

Malgré le contexte de prix internationaux favorable, les recettes globales baissent, entre 1986-88 et 2007-09, en Norvège (-44 %), en Suisse (-30 %), dans les pays de l'Union européenne (-22 %) et au Japon (-17 %). Ce sont les pays qui, en début de période, soutenaient fortement leur agriculture et où on observe t simultanément, compte tenu de la réorientation des politiques agricoles, une stagnation de la production

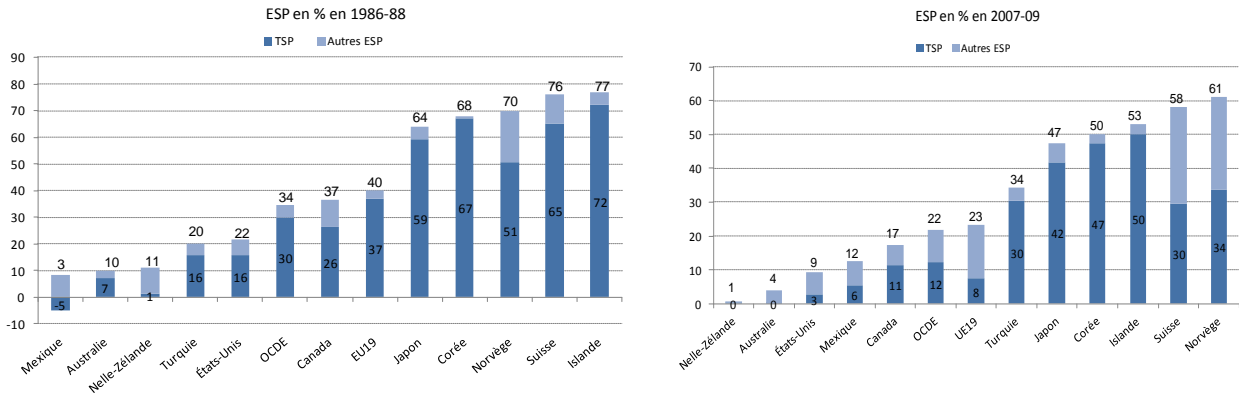
(graphique 3.2) et une baisse des prix aux producteurs (graphique 3.16), partiellement compensée par le versement de paiements directs.

Graphique 3.18. Indice d'évolution de l'ESP en valeur réelle entre 1986-88 et 2007-09

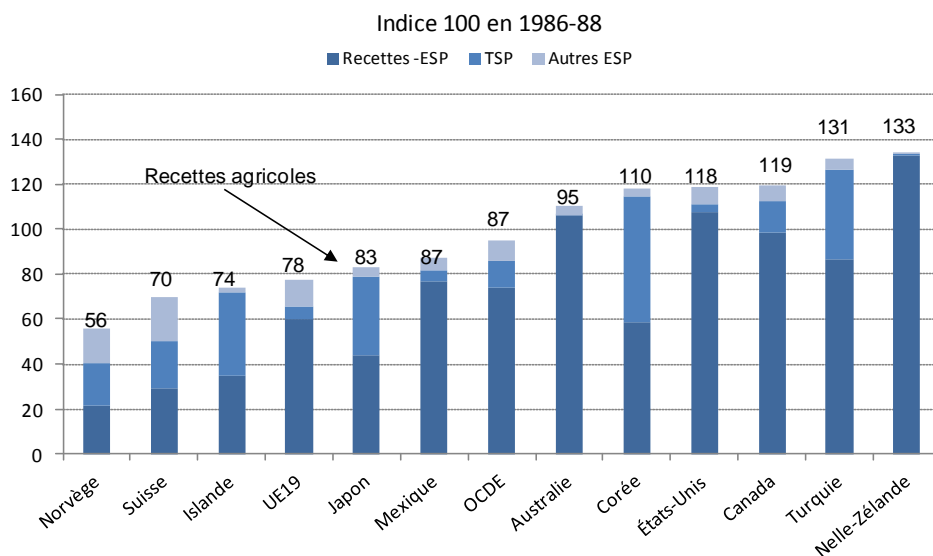


Source : OCDE, calcul auteur.

Graphique 3.19. TSP et ESP en pourcentage des recettes agricoles brutes en 1986-88 et 2007-09



Source : OCDE, calcul auteur.

Graphique 3.20. Évolution en termes réels des recettes agricoles entre 1986-88 et 2007-09

Source : OCDE, calcul auteur.

Les recettes globales stagnent en Australie et augmentent aux États-Unis (18 %), au Canada (19 %) et en Nouvelle-Zélande (33 %). Ce sont les pays qui soutenaient peu, en début de période, leur agriculture et où les prix n'ont donc pas évolué de façon défavorable (graphique 3.16). Ils ont connu en outre une croissance forte de la production (graphique 3.2).

La Corée et la Turquie constituent des cas spécifiques, avec une croissance faible de la production mais des prix à la frontière élevés pour le premier et une croissance des soutiens pour le second, générant une augmentation des prix agricoles.

Pour l'avenir, on peut avoir une vision optimiste pour l'Union européenne, si les perspectives de prix mondiaux élevés prédites par la FAO et l'OCDE se réalisent dans la mesure où les prix intérieurs sont maintenant alignés sur les prix mondiaux. Une part importante des recettes reste toutefois dépendante des paiements directs. Les évolutions des recettes pourraient être beaucoup plus défavorables dans des pays comme la Norvège, la Suisse ou le Japon, avec de nouvelles réductions des soutiens qui constituent encore une part importante de ces recettes.

Tableau 3.1. Part des pays de l'OCDE dans le volume de la production des produits SPM standards en 1986-88 et 2007-09 ; taux de croissance annuel du volume de la production

	Part dans la production		Taux annuel
	% OCDE 1986-88	% OCDE 2007-09	% 2007-09 / 1986-88
Australie	4.18	4.60	1.53
Canada	3.73	4.69	2.19
Suisse	0.55	0.44	0.03
UE19	43.70	36.78	0.25
Islande	0.02	0.02	0.98
Japon	5.06	3.53	-0.64
Corée	1.72	1.43	0.18
Mexique	3.40	4.85	2.80
Norvège	0.32	0.28	0.54
Nouvelle-Zélande	1.56	1.75	1.62
Turquie	2.31	2.65	1.74
États-Unis	33.45	38.96	1.81
OCDE	100	100	1.08

Source : OCDE, calcul auteur.

Tableau 3.2. Prix de référence à la frontière, prix aux producteurs avec paiements, TSP unitaire, selon les pays, en PPA courant (indice 100 : OCDE) et en PPA_2005 (indice 100 : 1986-88) pour les produits SPM standards ; Coefficient nominal de protection

Prix de référence à la frontière									
	PPA courant : 100 OCDE		PPA_2005 : 100 en 1986-88						
	1986-88	2007-09	1986-88	1998-2000	2004-06	2007	2008	2009	2007-09
Australie	109	83	100	72	74	83	75	70	76
Canada	101	93	100	96	82	101	98	83	94
Suisse	62	87	100	94	107	154	148	116	139
UE19	83	92	100	84	90	112	122	102	112
Islande	75	80	100	92	96	116	138	141	132
Japon	78	94	100	88	106	119	126	130	125
Corée	130	166	100	103	112	115	161	143	140
Mexique	250	134	100	48	43	47	52	49	50
Norvège	53	71	100	91	85	109	95	90	98
Nouvelle-Zélande	85	88	100	105	99	137	105	91	111
Turquie	173	147	100	86	88	89	84	84	86
États-Unis	103	102	100	74	83	103	106	90	100
OCDE	100	100	100	79	85	103	107	93	101

Prix aux producteurs avec paiements									
	PPA courant : 100 OCDE		PPA_2005 : 100 en 1986-88						
	1986-88	2007-09	1986-88	1998-2000	2004-06	2007	2008	2009	2007-09
Australie	70	72	100	68	68	76	69	64	70
Canada	88	91	100	76	66	77	73	68	73
Suisse	172	131	100	64	53	52	55	48	52
UE19	104	90	100	64	58	62	64	54	60
Islande	194	154	100	81	70	68	71	64	68
Japon	147	166	100	78	81	78	80	82	80
Corée	250	287	100	87	86	83	87	88	86
Mexique	156	127	100	57	44	49	53	52	51
Norvège	135	124	100	66	49	45	43	49	46
Nouvelle-Zélande	52	76	100	103	98	135	103	89	109
Turquie	134	208	100	112	105	100	113	109	107
États-Unis	77	91	100	69	70	86	86	74	82
OCDE	100	100	100	68	64	71	72	65	69

Tableau 3.2. Prix de référence à la frontière, prix aux producteurs avec paiements, TSP unitaire, selon les pays, en PPA courant (indice 100 : OCDE) et en PPA_2005 (indice 100 : 1986-88) pour les produits SPM standards ; Coefficient nominal de protection (*suite*)

TSP unitaire									
	PPA courant : 100 OCDE		PPA_2005 : 100 en 1986-88						
	1986-88	2007-09	1986-88	1998-2000	2004-06	2007	2008	2009	2007-09
Australie	15	0	100	16	1	0	0	0	0
Canada	66	80	100	36	31	29	22	39	30
Suisse	342	417	100	55	39	26	31	31	29
UE19	128	74	100	49	32	18	14	12	14
Islande	403	630	100	77	61	52	50	41	48
Japon	274	648	100	74	70	59	59	60	59
Corée	471	1091	100	80	74	68	54	64	62
Mexique	17	77	100	282	86	99	94	124	106
Norvège	239	455	100	60	41	29	31	41	34
Nouvelle-Zélande	2	2	100	17	35	43	25	8	25
Turquie	76	582	100	202	161	142	222	198	187
États-Unis	41	20	100	52	21	19	7	10	12
OCDE	100	100	100	55	37	27	23	24	25
CNP									
	1986-88	1998-2000	2004-06	2007	2008	2009	2007-09		
Australie	1.08	1.02	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00		
Canada	1.47	1.16	1.16	1.12	1.09	1.20	1.13		
Suisse	4.67	3.14	2.30	1.58	1.72	1.92	1.73		
UE19	2.10	1.60	1.35	1.16	1.11	1.11	1.12		
Islande	4.34	3.83	3.15	2.52	2.22	1.98	2.22		
Japon	3.19	2.84	2.45	2.08	2.03	2.02	2.04		
Corée	3.26	2.75	2.50	2.33	1.76	2.00	2.00		
Mexique	1.05	1.26	1.08	1.09	1.07	1.10	1.09		
Norvège	4.29	3.10	2.47	1.79	1.96	2.32	2.02		
Nouvelle-Zélande	1.02	1.00	1.01	1.01	1.00	1.00	1.00		
Turquie	1.30	1.70	1.54	1.46	1.75	1.69	1.64		
États-Unis	1.26	1.18	1.06	1.05	1.02	1.03	1.03		
OCDE	1.68	1.45	1.27	1.16	1.14	1.16	1.15		

Source : OCDE, calcul auteur.

Tableau 3.3. Prix de référence à la frontière, prix aux producteurs avec paiements, TSP unitaire selon les produits en PPA_2005 : indice 100 en 1987-88

Prix de référence à la frontière en PPA_2005 : indice 100 en 1986-88						
	1986-88	1998-2000	2004-06	2007	2008	2009
Blé	100	80	83	126	123	91
Riz	100	84	90	113	157	143
Lait	100	116	144	189	204	154
Viande bovine	100	81	88	90	94	89
Viande porcine	100	57	63	60	60	58
Viande ovine	100	108	136	111	116	116
Volailles	100	73	69	69	73	70
Laine	100	45	43	45	43	41
Œufs	100	82	77	90	100	97
Maïs	100	68	68	108	108	93
Sucre	100	68	69	62	65	87
Soja	100	58	63	99	97	92
Colza	100	88	83	105	131	102
Tournesol	100	79	74	101	120	76
Autres céréales	100	89	97	152	140	100
Ensemble	100	79	85	103	107	93

Prix aux producteurs avec paiements en PPA_2005 : indice 100 en 1986-88						
	1986-88	1998-2000	2004-06	2007	2008	2009
Blé	100	57	53	78	75	58
Riz	100	72	63	64	67	63
Lait	100	80	73	80	81	67
Viande bovine	100	82	84	80	80	77
Viande porcine	100	60	63	57	62	58
Viande ovine	100	80	80	66	66	68
Volailles	100	67	63	65	66	66
Laine	100	45	43	45	42	41
Œufs	100	69	63	71	80	78
Maïs	100	53	49	73	72	61
Sucre	100	78	64	53	50	52
Soja	100	65	60	92	94	85
Colza	100	46	44	55	68	53
Tournesol	100	48	46	63	70	49
Autres céréales	100	56	52	74	70	55
Ensemble	100	68	64	71	72	65

TSP par unité produite en PPA_2005 : indice 100 en 1986-88							TSP en %	
	1986-88	1998-2000	2004-06	2007	2008	2009	1986-88	2007-09
Blé	100	26	13	13	10	13	40	7
Riz	100	69	56	51	43	41	79	55
Lait	100	64	35	21	14	20	59	15
Viande bovine	100	87	77	57	44	47	26	16
Viande porcine	100	173	163	99	179	148	5	12
Viande ovine	100	58	35	27	19	24	49	17
Volailles	100	61	58	67	64	76	13	14
Laine	100	49	23	20	22	25	2	1
Œufs	100	30	20	11	20	20	20	5
Maïs	100	26	15	9	6	2	35	3
Sucre	100	91	62	47	40	19	46	31
Soja	100	130	28	23	69	7	9	3
Colza	100	1	1	1	1	2	48	1
Tournesol	100	8	12	16	7	16	44	9
Autres céréales	100	28	11	3	6	15	45	5
Ensemble	100	55	37	27	23	24	37	13

Source : OCDE, calcul auteur.

Tableau 3.4. Recettes, ESP, TSP en PPA_2005 : indice 100 en 1986-88

Recettes							
	1986-88	1998-2000	2004-06	2007	2008	2009	2007-09
Australie	100	113	109	112	114	105	110
Canada	100	108	107	115	122	121	119
Suisse	100	75	71	68	72	70	70
UE19	100	77	74	79	81	73	78
Islande	100	74	74	75	76	69	74
Japon	100	82	81	83	83	84	83
Corée	100	114	116	111	119	123	118
Mexique	100	83	77	83	88	91	87
Norvège	100	74	58	55	54	58	56
Nouvelle-Zélande	100	113	120	156	127	117	133
Turquie	100	125	127	131	135	128	131
États-Unis	100	98	104	122	123	111	118
OCDE	100	88	88	95	98	91	95
ESP							
	1986-88	1998-2000	2004-06	2007	2008	2009	2007-09
Australie	100	45	42	56	45	29	43
Canada	100	54	64	59	43	67	57
Suisse	100	71	62	49	54	58	53
UE19	100	66	57	48	46	42	45
Islande	100	69	64	56	53	43	51
Japon	100	76	68	60	62	63	61
Corée	100	105	102	92	78	91	87
Mexique	100	481	290	323	319	341	328
Norvège	100	74	54	45	46	55	49
Nouvelle-Zélande	100	6	10	9	7	4	7
Turquie	100	170	192	192	240	234	222
États-Unis	100	106	68	56	45	50	50
OCDE	100	82	69	61	59	59	60
TSP							
	1986-88	1998-2000	2004-06	2007	2008	2009	2007-09
Australie	100	26	1	0	0	0	0
Canada	100	51	52	48	40	66	51
Suisse	100	55	42	26	34	36	32
UE19	100	52	34	20	16	13	16
Islande	100	71	65	57	53	43	51
Japon	100	76	68	58	59	59	59
Corée	100	101	97	88	73	87	83
Mexique	100	61	43	31	35	44	37
Norvège	100	20	47	54	34	12	33
Nouvelle-Zélande	100	186	212	209	274	282	255
Turquie	100	84	37	33	15	17	22
OCDE	100	71	52	41	37	38	38
Autres paiements ESP							
	1986-88	1998-2000	2004-06	2007	2008	2009	2007-09
Australie	100	92	145	197	159	102	152
Canada	100	61	93	88	52	69	70
Suisse	100	167	181	181	172	182	178
UE19	100	240	337	390	416	404	403
Islande	100	32	44	44	48	42	45
Japon	100	65	61	88	96	106	97
Corée	100	488	568	507	550	481	513
Mexique	100	51	68	72	79	69	73
Norvège	100	108	82	80	75	81	79
Nouvelle-Zélande	100	4	5	2	3	3	3
Turquie	100	114	122	132	123	69	108
États-Unis	100	162	149	114	121	133	123
OCDE	100	154	185	193	202	198	198

Source : OCDE, calcul auteur.

Tableau 3.5. TSP aux producteurs et ESP en pourcentage des recettes agricoles brutes

TSP en pourcentage							
	1986-88	1998-2000	2004-06	2007	2008	2009	2007-09
Australie	7	2	0	0	0	0	0
Canada	26	12	13	11	9	14	11
Suisse	65	48	39	25	30	34	30
UE19	37	25	17	9	7	6	8
Islande	72	69	63	55	51	45	50
Japon	59	56	50	42	42	42	42
Corée	67	60	56	53	41	48	47
Mexique	-5	14	5	6	5	6	6
Norvège	51	42	38	29	33	39	34
Nouvelle-Zélande	1	0	1	1	0	0	0
Turquie	16	23	26	25	32	34	30
États-Unis	16	13	6	4	2	2	3
OCDE	30	24	18	13	11	12	12
ESP en pourcentage							
	1986-88	1998-2000	2004-06	2007	2008	2009	2007-09
Australie	10	4	4	5	4	3	4
Canada	37	18	22	19	13	20	17
Suisse	76	72	67	54	57	63	58
UE19	40	34	31	24	23	23	23
Islande	77	71	66	58	53	48	53
Japon	64	59	54	46	48	48	47
Corée	68	62	60	56	44	50	50
Mexique	3	19	13	13	12	13	12
Norvège	70	70	66	57	60	66	61
Nouvelle-Zélande	11	1	1	1	1	0	1
Turquie	20	27	31	30	36	37	34
États-Unis	22	23	14	10	8	10	9
OCDE	34	32	27	22	21	22	22

Source : OCDE, calcul auteur.

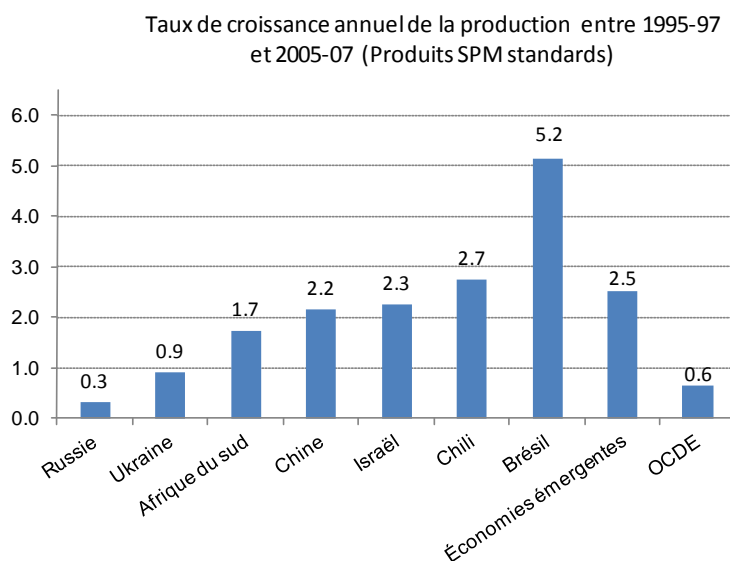
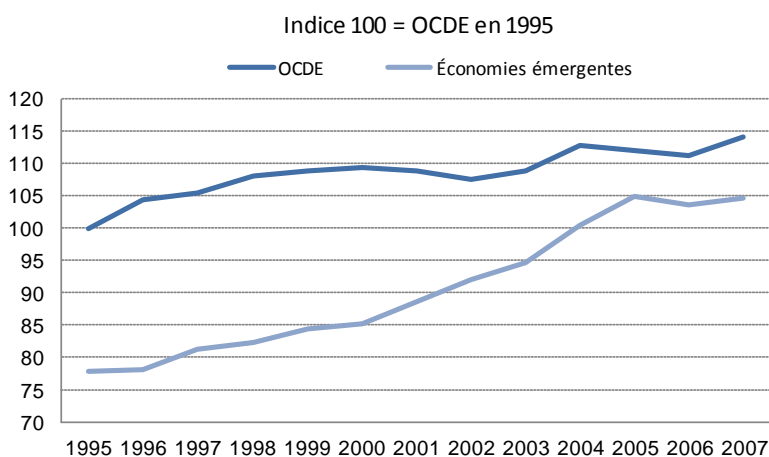
4. Évolution des soutiens en termes réels dans sept économies émergentes, entre 1995 et 2007

Cette partie examine l'évolution entre 1995 et 2007 des soutiens en termes réels de cinq économies émergentes non membres de l'OCDE (Brésil, Chine, Russie, Ukraine, Afrique du sud) et au Chili et en Israël qui ont adhéré à l'OCDE en 2010.

4.1. L'évolution du volume de la production agricole sur les produits standards

La croissance de la production, sur les produits standards, a été bien plus forte dans les sept pays que dans la zone de l'OCDE. Entre 1995 et 2007, le taux de croissance de cet ensemble de pays atteint ainsi 2.7 % contre 0.6 % dans la zone de l'OCDE.

Graphique 4.1. Taux de croissance de la production sur les produits standards dans les économies émergentes et dans la zone de l'OCDE entre 1995 et 2007

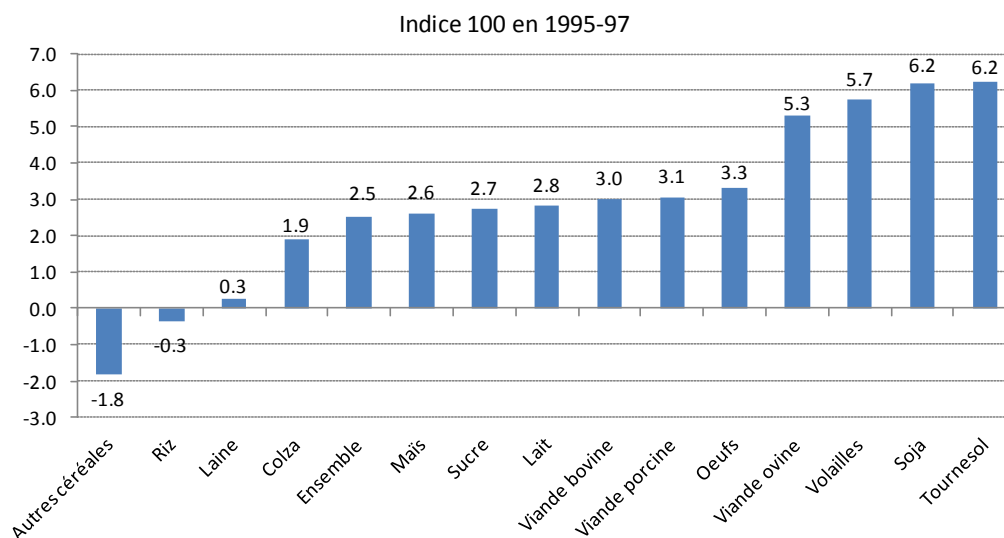


Source : OCDE, calcul auteur.

Le Brésil a un taux de croissance de la production dépassant 5 % par an. La Chine, le Chili et Israël ont un taux de croissance entre 2 et 3 %, l'Afrique du Sud de 1.7 %. La croissance est encore faible en Ukraine et en Russie.

Cette croissance porte sur tous les produits, sauf les céréales, notamment les oléagineux, les viandes blanches, mais aussi à la différence des pays de l'OCDE sur les viandes rouges.

Graphique 4.2. Taux de croissance de la production sur les produits standards dans les économies émergentes entre 1995 et 2007, selon les produits



Source : OCDE, calcul auteur.

4.2. *Évolution des soutiens, des prix et des recettes agricoles dans les sept pays*

Les évolutions des prix, des recettes et des soutiens sont assez contrastées selon les pays. Dans cette partie, nous allons ainsi nous livrer à une analyse par pays. L'agrégation des résultats, pour l'ensemble des sept pays est moins légitime que sur la zone de l'OCDE. Dans la partie suivante, nous nous livrerons toutefois à cet exercice pour donner les grandes tendances dans les deux zones.

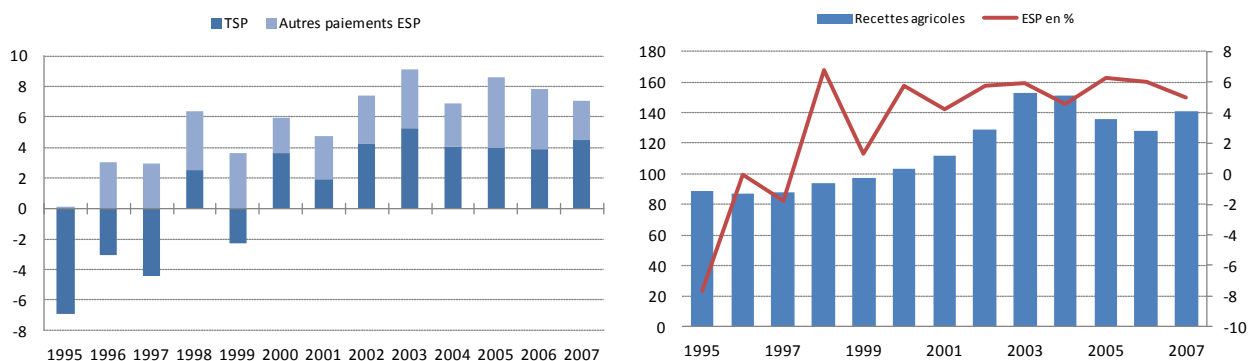
Une part des évolutions dans chaque pays est imputable à la situation des monnaies (tableau 4.1). En dehors d'Israël, les monnaies, d'après le rapport PPA/ taux de change, sont fortement sous-évaluées, dans tous les pays. Cette sous-évaluation a notamment été très importante en 2001, année où le dollar était très fort. Dans chaque pays, les effets monétaires sur les prix seront évoqués.

Brésil

Compte tenu des politiques menées, les prix intérieurs étaient, au Brésil, en début de période, inférieurs aux prix à la frontière, ce qui générait des transferts par le marché négatifs (tableau 4.3).

Le développement de programmes d'aide (OCDE, 2009b), à partir de 2000, induisent une augmentation de ces transferts et de paiements. En fin de période (2007), l'ESP ne concourt toutefois que pour 5 % à la formation des recettes.

Graphique 4.3. ESP et recettes agricoles au Brésil, entre 1995 et 2007, en milliards de dollar PPA_2005



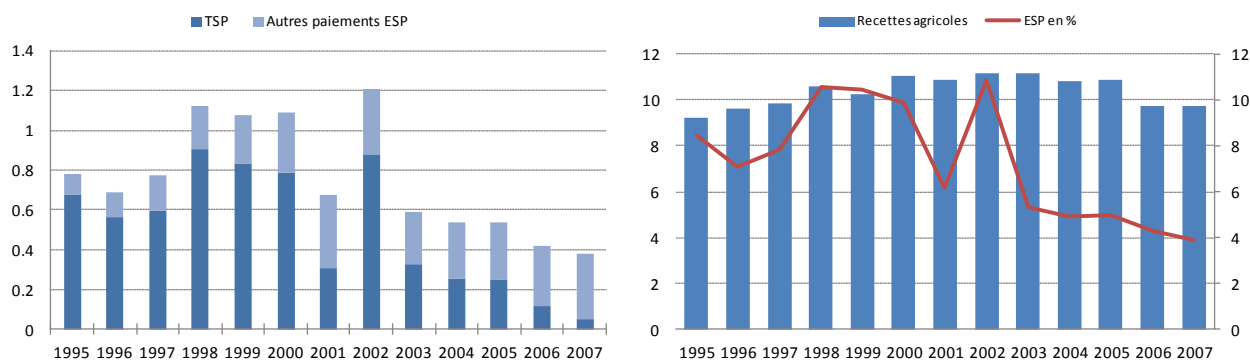
Source : OCDE, calcul auteur.

Ces recettes augmentent toutefois, en termes réels, compte tenu du bond de la production et de la répercussion de la hausse des prix mondiaux. Elles sont ainsi, en 2005-07, d'un niveau supérieur de 50 %, par rapport à leur niveau 1995-97 (tableau 4.4).

Chili

En début de période, le coefficient nominal de protection atteignait, pour les produits standards, 1.1 et la part de l'ESP dans les recettes représentait 8 % des recettes agricoles. Une partie des mesures de soutien est démantelée au cours de la période, les prix intérieurs étant alignés sur les prix à la frontière. Les transferts par le marché et l'ESP en termes réels baissent ainsi fortement, la part de l'ESP dans les recettes passant à 4 %.

Graphique 4.4. ESP et recettes agricoles au Chili, entre 1995 et 2007, en milliards de dollar PPA_2005



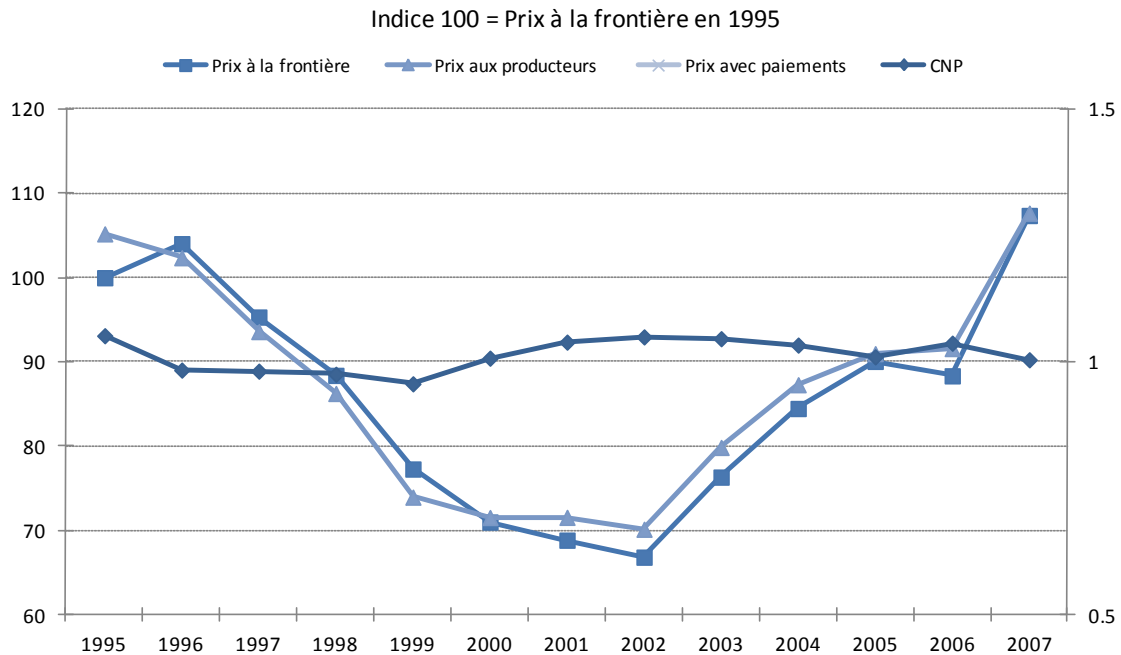
Source : OCDE, calcul auteur.

Compte tenu de la croissance de la production, les recettes restent quasiment stables au cours de la période. Les prix (tableau 4.2) varient de façon particulière compte tenu de l'évolution du peso. Jusqu'en 2001, le peso se déprécie fortement et la baisse des cours mondiaux ne se répercute pas sur les prix intérieurs. Après 2001, le peso se réapprécie et l'agriculture chilienne ne profite que peu de la hausse des cours mondiaux.

Chine

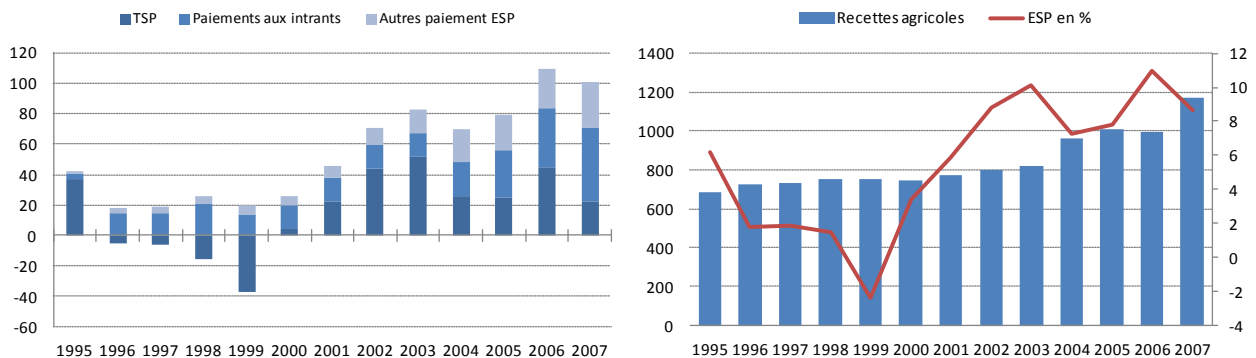
Au cours de toute la période, la parité entre le yuan et le dollar reste quasiment fixe, ce qui correspond, d'après le rapport PPA / taux de change à une sous-évaluation de 60 % du yuan. Le cours du yuan s'apprécie cependant quelque peu en 2007. Les prix agricoles relatifs sont de ce fait relativement élevés mais les prix à la frontière baissent fortement jusqu'en 2001 (graphique 4.5). Malgré cette chute, les prix intérieurs sont plutôt inférieurs aux prix à la frontière et les transferts par le marché et même l'ESP tendent à être négatif (graphique 4.6).

Graphique 4.5. Prix de référence à la frontière, prix aux producteurs avec paiements couplés en PPA_2005 entre 1995 et 2007 en Chine ; coefficient nominal de protection



Source : OCDE, calcul auteur.

Graphique 4.6. ESP et recettes agricoles en Chine, entre 1995 et 2007, en milliards de dollar PPA_2005



Source : OCDE, calcul auteur.

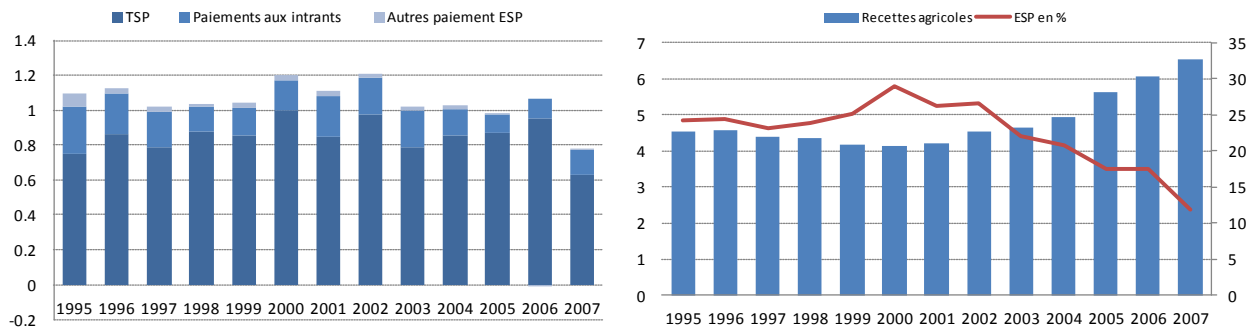
Après 2000, les prix intérieurs profitent de la hausse des cours mondiaux et se mettent en place, par ailleurs, des mesures de soutien par les prix et des paiements (notamment sur les intrants). On assiste alors à une hausse de l'ESP dont la part dans les recettes atteint 11 % en 2006.

Même dans le contexte de baisse de prix, les recettes agricoles stagnent en termes réels, compte tenu de la croissance de la production. Après 2003, elles augmentent et atteignent en 2007 1.7 fois leur niveau de 2003.

Israël

Dans les années 2000, la politique agricole israélienne consiste à rapprocher les prix intérieurs des prix à la frontière. Pour les produits standards, le coefficient nominal de protection passe ainsi de 2.1 en 2000 à 1.3 en 2007. Compte tenu de la croissance de la production, le montant global des transferts par le marché ne baissent que faiblement, sauf en 2007 (graphique 4.7). Il en est de même pour l'ESP dont la part dans les recettes tombe à 12 % en 2007, avec une baisse globale modérée.

Graphique 4.7. ESP et recettes agricoles en Israël, entre 1995 et 2007, en milliards de dollar PPA_2005



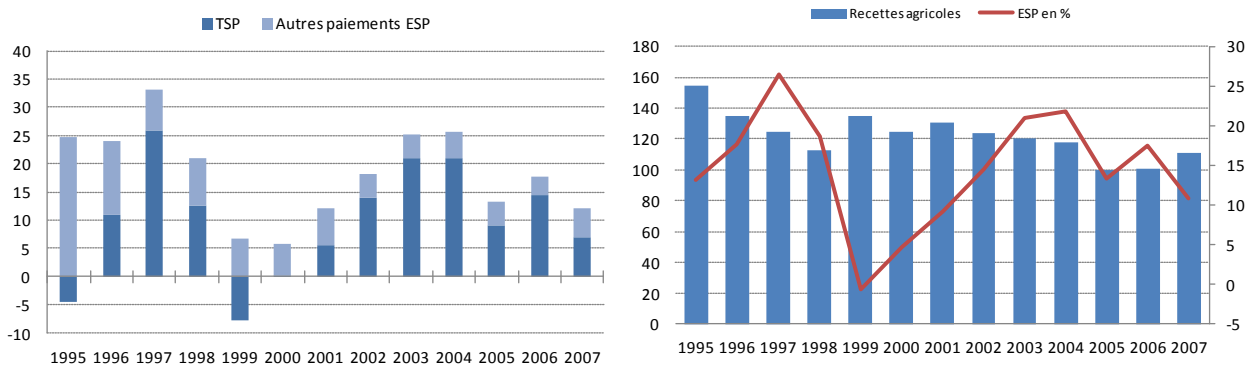
Source : OCDE, calcul auteur.

Au cours de toute la période, le shekel tend à se sous-évaluer, le rapport PPA / taux de change, avec le dollar, passant de 1.03 en 1995 à 0.87 en 2007 (tableau 4.1). Ceci conduit à une évolution favorable des prix à la frontière et des prix intérieurs (tableau 4.2). Avec la croissance de la production, les recettes agricoles augmentent régulièrement, notamment à partir de 2001 (graphique 4.7).

Russie

Les évolutions en Russie sont assez hiératiques, compte tenu de fluctuations qui touchent autant les monnaies, la production agricole que la politique agricole. L'ESP augmente de 1999 à 2004 où il atteint 21 % des recettes puis baisse jusqu'en 2007 (10 % des recettes).

Graphique 4.8. ESP et recettes agricoles en Russie, entre 1995 et 2007, en milliards de dollar PPA_2005



Source : OCDE, calcul auteur.

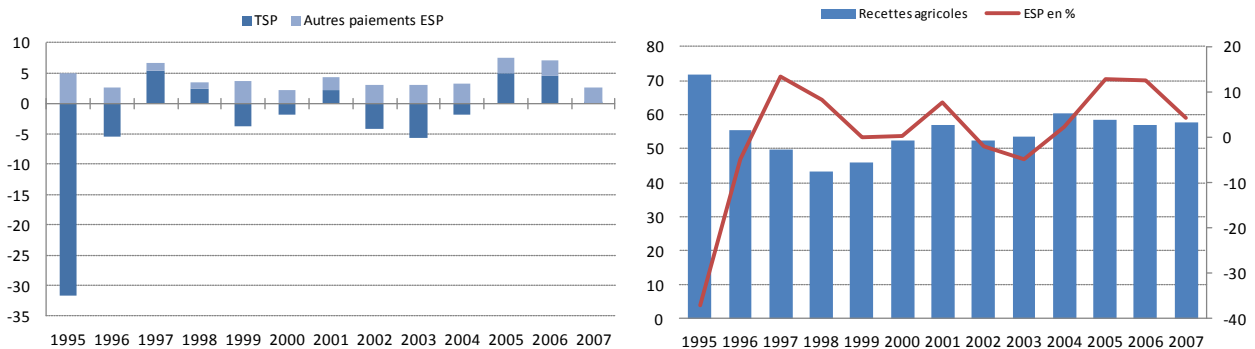
La croissance de la production agricole étant faible, les recettes stagnent, le contexte monétaire en fin de période (remontée du rouble) n'étant pas favorable à une augmentation des prix.

Ukraine

L'ESP est resté négatif, en Ukraine, jusqu'en 2003. Il passe à 12 % des recettes agricoles en 2006 pour retomber à 4 % en 2007.

Les recettes agricoles se maintiennent à un niveau constant depuis 2000.

Graphique 4.9. ESP et recettes agricoles en Ukraine, entre 1995 et 2007, en milliards de dollar PPA_2005

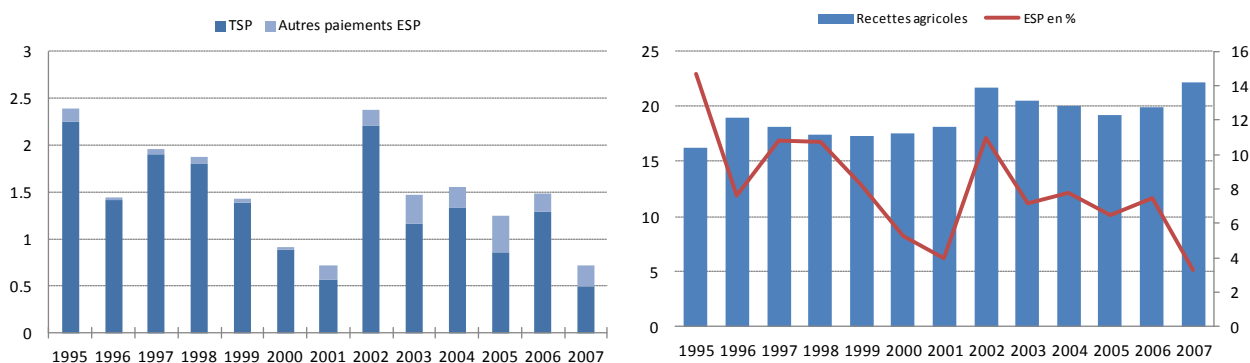


Source : OCDE, calcul auteur.

Afrique du sud

Le soutien des prix du marché a été progressivement réduit en Afrique du Sud sans augmentation des paiements. La part de l'ESP dans les recettes agricoles est ainsi passé de 15 à 3 % entre 1995 et 2007, année où les transferts atteignent un montant très faible. Les recettes, en termes réels, sont restées quasiment stables sur toute la période.

Graphique 4.10. ESP et recettes agricoles en Afrique du Sud, entre 1995 et 2007, en milliards de dollar PPA_2005



Source : OCDE, calcul auteur.

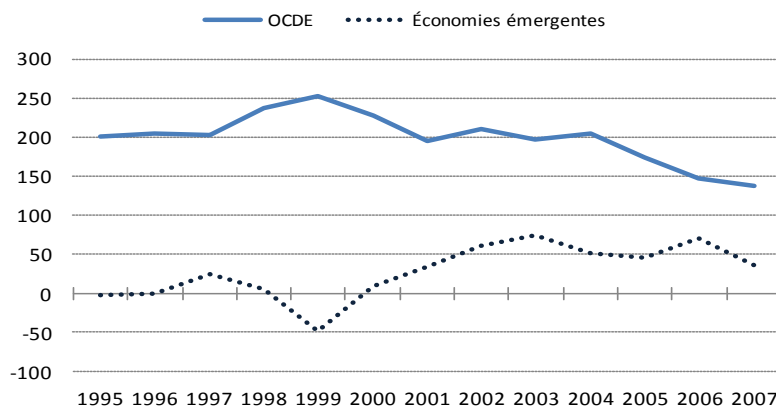
4.3. L'évolution globale dans les sept pays comparée à l'évolution dans la zone de l'OCDE

L'agrégation sur les sept pays n'est faite que pour comparer les grandes tendances d'évolution avec la zone de l'OCDE. Dans ces résultats agrégés, il est évident que la Chine, et dans une moindre mesure le Brésil, ont un grand poids.

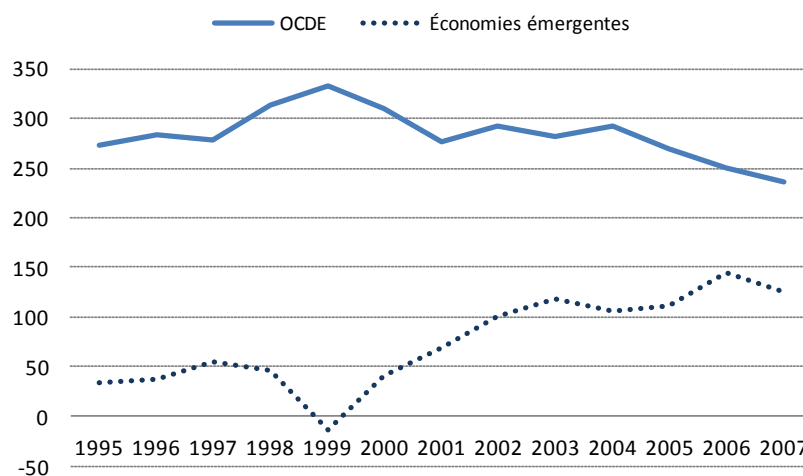
Les transferts au titre des produits ont baissé dans la zone de l'OCDE entre 1995 et 2007 alors qu'ils ont globalement augmenté sur les sept pays. En 2007, les transferts dans les sept pays représentent un tiers de leur montant dans la zone de l'OCDE.

Il en est de même pour l'ESP. En 2007, son montant est de 240 milliards de dollar PPA_2005 dans la zone de l'OCDE et de 120 milliards lorsque l'ESP est agrégée sur les sept pays.

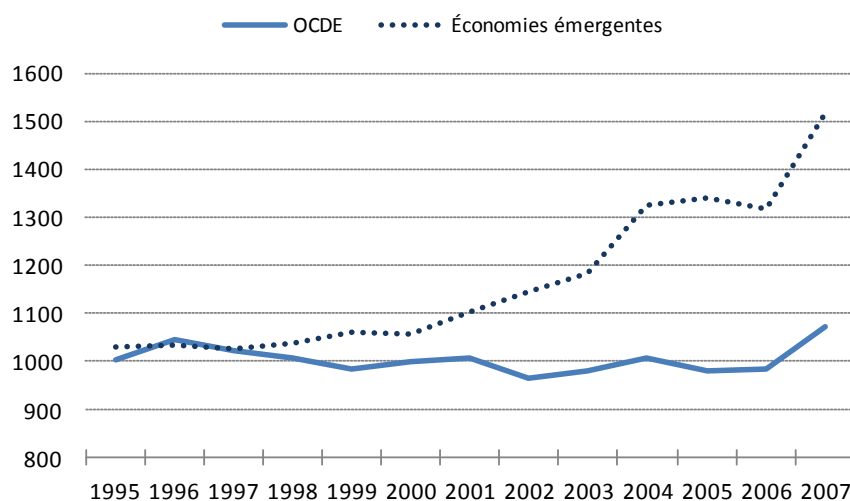
Graphique 4.11. TSP en milliard de USD_PPA_2005 dans la zone de l'OCDE et dans les sept économies émergentes



Source : OCDE, calcul auteur.

Graphique 4.12. ESP en milliard de USD_PPA_2005 dans la zone de l'OCDE et dans les sept économies émergentes

Source : OCDE, calcul auteur.

Graphique 4.13. Recettes agricoles en milliard de USD_PPA_2005 dans la zone de l'OCDE et dans les sept économies émergentes

Source : OCDE, calcul auteur.

Mais, les différences sont surtout considérables sur l'évolution des recettes agricoles en pouvoir achat. Ces recettes ont stagné dans la zone de l'OCDE alors qu'elles ont été multipliées par 1.5 dans les économies émergentes et en Israël. Comme conclusion, pour les paysans les plus pauvres, c'est au moins une observation optimiste.

Tableau 4.1. Situation de la monnaie et taux d'inflation dans les sept économies émergentes

	1995	2001	2007	1995	2001	2007	1995	2007
	Taux de change: 1 USD = Monnaie nationale			Rapport PPA / taux de change			Prix PIB: Indice 100 en 1995	
Brésil	0.92	2.35	1.95	0.75	0.44	0.71	100	262
Chili	397	635	522	0.66	0.45	0.71	100	183
Chine	8.4	8.3	7.6	0.40	0.40	0.46	100	138
Israël	3.0	4.2	4.1	1.03	0.93	0.87	100	149
Russie	4.6	29.2	25.6	0.33	0.26	0.62	100	1363
Ukraine	1.5	5.4	5.1	0.23	0.21	0.44	100	863
Afrique du sud	3.3	8.6	7.1	0.72	0.39	0.60	100	234

Source : OCDE, Banque mondiale, calculs auteur.

Tableau 4.2. Prix aux producteurs avec paiements couplés dans les sept économies émergentes et dans la zone de l'OCDE pour les produits standards entre 1995 et 2007 (Indice 100 en 1995 en PPA_2005)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Brésil	100	96	93	92	93	98	98	109	119	113	97	89	93
Chili	100	103	98	98	95	93	95	98	98	92	85	75	84
Chine	100	97	89	82	70	68	68	67	76	83	87	87	103
Israël	100	104	102	98	93	91	90	86	89	96	101	104	107
Russie	100	106	102	96	117	107	108	94	93	94	81	78	86
Ukraine	100	99	100	93	90	119	119	92	104	103	96	84	97
Afrique du sud	100	97	94	90	83	80	90	104	91	84	77	87	97
Économies émergentes	100	98	91	84	77	76	77	74	81	86	85	83	95
OCDE	100	101	96	89	86	88	89	84	85	86	82	81	92

Source : OCDE, calcul auteur.

Tableau 4.3. TSP, autres ESP, ESP en milliards de dollar PPA_2005 et en pourcentage des recettes agricoles

	1995-97	%	2005-07	%
TSP				
Brésil	-4.8	-5.5	4.1	3.0
Chili	0.6	6.4	0.1	1.3
Chine	8.5	1.2	30.9	2.9
Israël	0.8	17.7	0.8	13.5
Russie	10.8	7.8	10.1	9.7
Ukraine	-10.6	-17.9	3.2	5.6
Afrique du sud	1.9	10.4	0.9	4.3
Économies émergentes	7.1	0.7	50.2	3.6
OCDE	202.9	19.8	152.4	15.0
Autres ESP				
Brésil	2.0	2.3	3.7	2.7
Chili	0.1	1.4	0.3	3.0
Chine	14.4	2.0	65.7	6.2
Israël	0.3	6.2	0.1	2.0
Russie	15.0	10.8	4.2	4.0
Ukraine	3.0	5.0	2.5	4.2
Afrique du sud	0.1	0.4	0.3	1.3
Économies émergentes	34.9	3.4	76.7	5.5
OCDE	75.1	7.3	99.5	9.8
ESP				
Brésil	-2.8	-3.2	7.8	5.8
Chili	0.7	7.8	0.4	4.4
Chine	22.9	3.2	96.5	9.1
Israël	1.1	23.9	0.9	15.4
Russie	25.8	18.7	14.3	13.8
Ukraine	-7.6	-12.9	5.7	9.9
Afrique du sud	1.9	10.9	1.2	5.6
Économies émergentes	42.0	4.1	126.9	9.1
OCDE	277.9	27.2	251.9	24.9

Source : OCDE, calcul auteur.

Tableau 4.4. Recettes agricoles en milliard de dollar PPA_2005 en 1995_1997 et 2005-07

	1995-97	2005-07	Indice
Brésil	87.9	135.1	154
Chili	9.6	10.1	106
Chine	713.4	1057.9	148
Israël	4.5	6.1	135
Russie	138.1	104.0	75
Ukraine	59.1	57.7	98
Afrique du sud	17.8	20.5	115
Économies émergentes	1030.5	1391.4	135
OCDE	1023.6	1013.5	99

Source : OCDE, calcul auteur.

Bibliographie

- Ball, E., A. Barkaoui, J.C. Bureau et J.P. Butault (1997), "Aggregation methods for intercountry comparisons of prices and real values in agriculture : A review and synthesis", *European Review of Agricultural Economics*, vol. 24, n° 2, pp. 183-206.
- Ball, E., J.C. Bureau, J.P. Butault et R. Nehring (2001), "Levels of farm sector productivity: An international comparison", *Journal of Productivity Analysis*, vol. 15, pp. 5-29.
- Ball, E., J.P. Butault, C. San Juan et R. Mora (2010), "Productivity and international competitiveness of agriculture in the European Union and United States", *Agricultural Economics*, vol. 20, pp. 1-17.
- Butault, J.P. (2003), *L'évolution des soutiens à l'agriculture en termes réels dans les pays de l'OCDE entre 1986 et 2002*. Document de travail OCDE AGR/CA/APM/RD(2003)1/FINAL, 28 p.
- Butault, J.P. éditeur (2004), *Les soutiens à l'agriculture. Théorie, histoire, mesure*, INRA Editions, 308 p.
- Callen, T. (2007), "Le marché ou la PPA. Quelle base de comparaison choisir", *Finances & Développement*, mars 2007, pp. 50-51.
- Deaton, A. et A. Heston (2009), *Understanding PPPs and PPP-based national accounts*, Princeton University, University of Pennsylvania, 64 p.
- Diewert, W.E. (2003), "Index number concepts, measures and decomposition of productivity growth", *Journal of Productivity Analysis*, vol. 19, pp. 127-159.
- Doyon, M., D. Mercier-Gouin et N. Paillat (2002), "Analyse critique du concept d'ESP, estimation du soutien au producteur. Application au secteur laitier", *Économie Rurale*, n° 272, pp. 74-87.
- Gohin, A. et F. Levert (2006), "Comparer les politiques agricoles américaines et européennes : les indicateurs ESP sont-ils bien utiles ?", *Économie Rurale*, n° 294-295, pp. 92-106.
- Jones, D. (2010), *Analyse de la composition du soutien aux producteurs. Nouveaux outils et méthodes*. OCDE. 44 p. http://www.oecd-ilibrary.org/agriculture-and-food/analyse-de-la-composition-du-soutien-aux-producteurs_5km91ndn3tkc-fr
- OCDE (2008), *Perspectives Agricoles 2008-2017*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009a), *Agricultural support : how is it measured and what does it mean ?* 8p.
- OCDE (2009b), *Politiques agricoles des économies émergentes. Suivi et évaluation 2009*, OCDE, Paris, 213 p.
- OCDE (2010), *Politiques agricoles des pays de l'OCDE. Panorama 2010*, OCDE, Paris
- Schreyer, P. et F. Koechlin (2002), "Parités de pouvoir d'achat : mesures et utilisation", *Cahiers statistiques de l'OCDE*, n°3, 8p.
- Tangermann, S. (2003), "A propos du concept d'ESP : commentaires et réponses", *Économie Rurale* n° 276, pp. 69-72.